

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 1836

[C - 99/27467]

1^{er} AVRIL 1999. — Décret portant création de la S.A. de droit public SARSI (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Il est créé, sous la dénomination « Société d'assainissement et de rénovation des sites industriels dans l'ouest du Brabant wallon », ci-après dénommée « la société », une société anonyme de droit public ayant pour objet l'assainissement, la rénovation et l'aménagement de sites d'activité économique désaffectés situés sur le territoire des communes de Braine-le-Château, Ittre, Clabecq et Tubize.

Cette personne morale se substitue à la société anonyme du même nom, dont le siège social est situé Ferme du Landas, Parc d'activités économiques, rue Léon Champagne 3, à Tubize, inscrite au registre de commerce de Nivelles sous le n° 84301.

Art. 2. Hormis les dérogations résultant des dispositions du présent décret, la société est régie par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Les premiers statuts sont annexés au présent décret. Les modifications statutaires en ce compris celles qui emportent dissolution de la société, sont adoptées par l'assemblée générale et soumises à l'approbation du Gouvernement.

Art. 3. La société peut avoir pour actionnaires :

- 1° la Région wallonne;
- 2° toute autre personne de droit public;
- 3° toute société dont le capital est détenu directement ou indirectement par la Région wallonne et/ou par toute autre personne de droit public à concurrence d'au moins 50 %;
- 4° toute autre personne de droit privé.

Quelle que soit la composition du capital, la majorité des mandats au conseil d'administration est attribuée à des candidats proposés par les actionnaires visés sous les points 1° à 3° de l'alinéa 1^{er} du présent article.

Les mandats de président du conseil d'administration et d'administrateur délégué ne peuvent être attribués qu'à un administrateur nommé sur proposition des actionnaires visés sous les points 1° à 3° de l'alinéa 1^{er} du présent article.

Art. 4. § 1^{er}. La société est soumise au pouvoir de contrôle du Gouvernement, lequel s'exerce à l'intervention d'un commissaire qu'il désigne.

§ 2. Le commissaire du Gouvernement participe avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration. Il peut, à tout moment, prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de toutes les écritures de la société. Il peut requérir des administrateurs et des membres du personnel toutes explications et informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires à l'exécution de son mandat.

§ 3. Le commissaire peut adresser au Gouvernement un recours contre toute décision de la société qu'il estime contraire à la loi ou à l'intérêt général. Ce recours est suspensif. Il doit être exercé dans un délai de dix jours.

Ce délai prend cours soit le jour de la réunion du conseil d'administration au cours de laquelle la décision a été adoptée, pour autant que le commissaire y ait été régulièrement convoqué, soit, dans tous les autres cas, le jour où le commissaire a pris connaissance de la décision adoptée.

Le Gouvernement peut annuler l'acte dans un délai de trente jours, prenant cours à la même date. A défaut la suspension est levée et la décision devient définitive.

Art. 5. Les recettes de la société sont les suivantes :

- 1° les recettes à provenir de son activité, notamment les revenus de son patrimoine;
- 2° le produit d'emprunts et de toutes opérations financières;
- 3° le montant des subventions, subsides, avances, prêts et autres avantages financiers qui lui seraient accordés par des pouvoirs et organismes publics.

Art. 6. La comptabilité de la société est tenue conformément à la législation sur la comptabilité des entreprises.

Le revenu cadastral des biens de la société est exonéré du précompte immobilier, pour autant que ces biens soient improductifs par eux-mêmes.

Art. 7. Moyennant l'autorisation du Gouvernement, la société peut procéder en son nom et pour son compte à des expropriations pour cause d'utilité publique.

Outre les cas prévus par d'autres dispositions légales ou décrétales, ces expropriations peuvent porter sur des biens immobiliers compris dans le périmètre d'un site d'activité économique désaffecté, dans un périmètre de revitalisation urbaine ou dans un périmètre de rénovation urbaine.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1^{er} avril 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Équipement et des Transports,
M. LEBRUN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

Note

(1) *Session 1998-1999*

Documents du Conseil 482 (1998 - 1999) n^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance publique du 17 mars 1999.

Discussion - Vote.

Annexe

Statuts coordonnés

Société constituée au terme d'un acte reçu par Me Jean Dandois à Tubize, le 29 avril 1997, publié aux annexes au *Moniteur belge* en date du 21 mai 1997, sous le n^o 70521-71.

Statuts ayant été modifiés pour la dernière fois par acte du notaire Etienne Derijcke à Tubize en date du 25 août 1997, publié aux annexes au *Moniteur belge* en date du 17 septembre 1997 sous le n^o 970917-234.

TITRE Ier. — Caractère de la société

Article 1^{er} : Forme, dénomination

Il est formé une société anonyme sous la dénomination de « Société d'Assainissement et de Rénovation des Sites Industriels dans l'ouest du Brabant wallon », en abrégé : « SARSI ».

Article 2 : Sièges sociaux

Le siège social est établi à Tubize (Saintes), Ferme du Landas - Parc d'Activités Economiques.

Il pourra être transféré partout ailleurs dans la Province du Brabant wallon par décision du Conseil d'Administration à publier aux annexes au *Moniteur belge*.

Tous pouvoirs sont donnés au Conseil d'Administration pour ce changement de siège social dans les statuts.

Article 3 : Objet social

La société a pour objet l'assainissement, la rénovation et l'aménagement de sites d'activité économique désaffectés, dans l'ouest du Brabant Wallon (Tubize, Ittre, Braine-le-Château, Rebecq).

La société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, industrielles, commerciales, civiles, financières, mobilières et immobilières, se rapportant directement ou indirectement en tout ou en partie, à son objet social ou de nature à en faciliter ou en développer la réalisation et ce tant en Belgique qu'à l'étranger. Elle peut notamment se porter caution et acquérir ou détenir tout droit réel sur un site et consentir à un tiers tout droit réel ou personnel sur un site.

La société peut s'intéresser par toute voie et notamment par voie d'apport, de cession, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière dans toutes sociétés, entreprises ou affaires existantes ou à créer, ayant un objet identique, analogue, similaire ou connexe au sien ou de nature à favoriser la réalisation de son objet.

Article 4 : Durée

La société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute à toute époque par décision de l'assemblée générale des actionnaires délibérant comme en matière de modifications aux statuts.

TITRE II. — Fonds social

Article 5 : Capital

Le capital social initial est fixé à cinq millions de francs (5 000 000 BEF).

Il est représenté par cinq mille (5000) actions sans désignation de valeur nominale, toutes de droits égaux et toutes souscrites et intégralement libérées en espèces.

Article 6 : Souscription en espèces.

Lors de la constitution de la société, le capital social était fixé à la somme de deux millions cinq cents mille francs, représenté par deux mille cinq cents actions sans désignation de valeur nominale, toutes souscrites et entièrement libérées.

Suivant décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 25 août 1997, le capital social a été augmenté à concurrence de deux millions cinq cents mille francs pour le porter de deux millions cinq cents mille francs à cinq millions de francs (5 000 000 BEF), par la création de deux mille cinq cents actions nouvelles, identiques aux précédentes même quant à la jouissance, toutes souscrites et intégralement libérées en espèces.

Article 7 : Modification du capital

§ 1^{er}. Le capital peut être augmenté ou réduit, par décision de l'Assemblée Générale délibérant dans les conditions requises pour les modifications aux statuts.

§ 2. En cas d'augmentation de capital par apport en numéraire, les actionnaires jouissent d'un droit de souscription préférentielle.

Le droit de souscription préférentielle ne peut être cédé par un actionnaire à un tiers, que dans des conditions identiques à celles applicables aux titres auxquels ce droit est attaché, conformément à l'article 9 des statuts.

L'ouverture de la souscription et le délai pour l'exercice du droit de la souscription préférentielle sont fixés par l'Assemblée Générale.

Ce délai ne peut en aucun cas être inférieur à trois mois. L'ouverture de la souscription, le délai pour l'exercice du droit de souscription préférentielle ainsi que le prix auquel les actions nouvelles sont offertes aux actionnaires par préférence seront portés à leur connaissance par lettre recommandée.

Passé le délai prévu pour l'exercice du droit de souscription préférentielle, et au cas où l'augmentation de capital ne serait pas entièrement souscrite par suite de l'exercice de ce droit, les actionnaires ayant exercé pour totalité leur droit de souscription préférentielle pourront à nouveau souscrire.

Si leurs offres portent sur un nombre d'actions supérieur au nombre d'actions pour lesquelles le droit de souscription n'a pas été exercé au premier tour, les différentes offres seront proportionnellement réduites.

Par contre, si leurs offres portent sur un nombre d'actions inférieur au nombre d'actions pour lesquelles le droit de souscription n'a pas été exercé au premier tour, il appartiendra au Conseil d'Administration de décider si les tiers peuvent participer à l'augmentation de capital ou si les droits de souscription seront exercés proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions, par les actionnaires anciens qui ont exercé la totalité de leur droit.

Toutefois, le droit de souscription préférentielle pourra être limité ou supprimé par l'Assemblée Générale statuant dans l'intérêt social et comme en matière de modification des statuts.

Article 8 : Appel de fonds

Le solde non libéré du capital est appelé par le Conseil d'Administration, aux époques qu'il détermine.

L'actionnaire qui, après un préavis d'un mois, signifié par lettre recommandée, est en retard de satisfaire aux versements, doit bonifier à la société un intérêt calculé au taux légal augmenté de deux pour cent l'an, à dater du jour de l'exigibilité du versement.

Le Conseil d'Administration peut, en outre, après un second avis resté sans résultat pendant un mois, prononcer la déchéance de l'actionnaire et faire vendre ses titres par ministère d'agent de change, sans préjudice au droit de lui réclamer le restant dû ainsi que tous dommages et intérêts. Les titres seront d'abord offerts aux autres actionnaires, proportionnellement au nombre de titres dont ils sont propriétaires.

L'exercice du droit de votre afférent aux actions sur lesquelles les versements n'ont pas été opérés est suspendu aussi longtemps que ces versements, régulièrement appelés et exigibles, n'ont pas été effectués.

Article 9 : Nature des titres

Les actions sont et resteront nominatives.

Il est tenu au siège social un registre des actions qui contient la désignation précise de chaque associé, et la nombre d'actions lui appartenant. Tout associé ou tout tiers intéressé peut en prendre connaissance.

Il sera remis à chaque associé, à sa demande, un certificat nominatif, extrait du registre et signé par la Président du Conseil d'Administration ou un Vice-Président, mentionnant le nombre d'actions qu'il possède dans la société.

Lesdits certificats ne peuvent en aucun cas être établis au porteur ou à ordre.

Les cessions ou transmissions d'actions sont inscrites avec leur date sur le registre; elles sont signées par le cédant et le cessionnaire, ou par leur mandataire, en cas de cession entre vifs; par le Président du Conseil d'Administration ou un Vice-Président, et par les bénéficiaires ou leur mandataire, en cas de transmission pour cause de mort.

Les cessions et transmissions n'ont d'effet vis-à-vis de la société et des tiers qu'à dater de leur inscription dans ce registre.

Seul le registre des actions fait foi de la propriété des actions.

Article 10 : Cession des titres

A. Cession d'actions entre actionnaires ou au profit d'une société appartenant au même groupe que l'actionnaire cédant

§ 1^{er}. Les cessions d'actions entre actionnaires ainsi que les cessions consenties par un actionnaire à une société appartenant au même groupe que lui, sont libres, moyennant le respect des formalités prévues au paragraphe deux.

On entend par « société appartenant au même groupe que l'actionnaire cédant » toute société qui « contrôle » cet actionnaire ou toute société qui « est contrôlée » par lui ou qui se trouve sous un contrôle commun avec celui-ci.

Par « contrôle », on entend le fait pour une personne physique ou pour une société, de détenir dans une autre société, directement ou indirectement, une participation représentant plus de la moitié du capital social ou une participation à laquelle est attachée un pouvoir de vote égal à plus de la moitié au moins des voix attachées à l'ensemble des actions émises par cette société ou encore, le fait pour une personne physique ou pour une société d'être en mesure d'exercer en droit ou en fait, une influence décisive sur la désignation de la moitié au moins des dirigeants d'une autre société ou sur l'orientation de sa gestion.

Les cessions d'actions visées dans ce paragraphe devront prévoir la résolution de la cession ainsi que les modalités de sa mise en œuvre entre parties si la société cessionnaire devait cesser de remplir les conditions prévues ci-avant.

Cette résolution n'aura toutefois aucun effet rétroactif à l'égard de la société.

§ 2. L'actionnaire qui a cédé tout ou partie de ses actions dans le cadre des cessions prévues au paragraphe premier doit en informer le Conseil d'Administration, dans un délai de deux mois.

B. Droit de préemption des actionnaires pour toute cession d'actions autre que le cas prévu au point A.

§ 1. Tout actionnaire désirant céder des actions devra d'abord offrir aux autres actionnaires d'acquérir par préemption, selon les modalités et conditions prévues au paragraphe deux, les actions dont la cession est projetée.

§ 2. L'actionnaire qui veut céder tout ou partie des actions qu'il détient doit communiquer au Conseil d'Administration, par lettre recommandée à la poste, le nombre d'actions dont la cession est projetée, les conditions de la cession envisagée et l'identité du candidat-cessionnaire.

Le Conseil d'Administration notifie l'offre aux autres actionnaires dans un délai ne dépassant pas quinze jours.

Dans un délai de trois mois à dater de la notification, les actionnaires devront exercer leur droit de préemption par notification adressée au Conseil d'Administration sans préjudice de leur droit de renoncer à l'exercice de leur droit de préemption avant l'expiration de ce délai.

Le droit de préemption s'exercera proportionnellement au nombre d'actions dont ils sont propriétaires.

A l'expiration de ce délai de trois mois, le Conseil d'Administration notifiera aux actionnaires autres que le cédant, le nombre de titres pour lesquels le droit de préemption n'a pas été exercé. Dans les trente jours de cette notification, les actionnaires devront faire connaître au Conseil d'Administration le nombre de titres restants qu'ils sont disposés à acquérir.

Si le nombre d'actions à céder n'est pas proportionnellement répartissable, les actions en excédent seront réparties par le Conseil d'Administration par voie de tirage au sort entre les actionnaires qui le demandent, chacune des actions étant tirée au sort. En aucun cas, les actions ne seront fractionnées.

Si les offres émanant des différents actionnaires portent sur un nombre d'actions supérieur au nombre d'actions pour lesquelles le droit de préemption n'a pas été exercé, les différentes offres seront proportionnellement réduites au profit des différents actionnaires.

Le paiement du prix se fera conformément aux modalités acceptées par le cessionnaire projeté et communiquées au Conseil d'Administration par le cédant.

Par contre, si les offres émanant des différents actionnaires portent sur un nombre d'actions inférieur au nombre d'actions pour lesquelles le droit de préemption n'a pas été exercé, l'actionnaire candidat à la cession est libre de procéder à la cession de la totalité des actions notifiées, pour autant qu'elle s'opère en faveur du tiers indiqué dans la notification et au prix notifié ou à des conditions qui ne pourront pas être plus avantageuses que celles indiquées dans la notification.

Néanmoins, l'actionnaire candidat à la cession est libre d'accepter ces offres partielles.

§ 3. Si la cession prévue au dernier alinéa du paragraphe deux ne se réalisait pas dans les six mois à dater de l'expiration du délai de trois mois prévu au paragraphe deux, la procédure prévue aux paragraphes un et deux sera à nouveau applicable.

§ 4. La transcription de la cession dans le registre des actions nominatives sera effectuée lors du premier paiement à valoir sur le prix d'achat.

§ 5. Les actions sont acquises au prix proposé par le cédant ou, à défaut d'accord sur ce prix, au prix fixé par un expert désigné de commun accord par les parties, ou à défaut d'accord sur l'expert, par le Président du Tribunal de Première Instance.

§ 6. L'acquéreur est tenu de payer son prix dans les trente jours de sa détermination, à moins que les parties ne conviennent d'un autre délai. Passé ce délai, il sera dû par le cessionnaire un intérêt égal au taux de l'intérêt légal, de plein droit et sans mise en demeure.

C. Champ d'application

Les dispositions du présent article s'appliquent à tous les cas de cession, de transfert ou de transmission des actions, y compris la distribution d'actions à la suite de la dissolution d'une société actionnaire, de scission, d'adjudication sur saisie, etcetera.

D. Notification

Toutes les notifications, communications ou avis faits en exécution du présent article se font par lettre recommandée avec accusé de réception et par la voie aérienne si le destinataire est établi hors du Marché Commun, les délais commençant à courir à partir du dépôt de la lettre à la poste, le récépissé faisant foi. Les lettres pourront être valablement adressées aux actionnaires à la dernière adresse connue de la société.

Article 11 : Obligations

§ 1^{er}. La société peut émettre des obligations hypothécaires ou non par décision de l'Assemblée Générale des actionnaires.

Le Conseil d'Administration déterminera le type et le taux des intérêts, le mode et l'époque des remboursements, ainsi que toutes les autres conditions des émissions d'obligations.

§ 2. L'émission d'obligations convertibles ou avec droit de souscription peut être décidée par l'Assemblée Générale aux conditions prévues par la loi.

TITRE III. — Administration et contrôle

Article 12 : Composition du conseil d'administration

§ 1^{er}. Le Conseil d'Administration de la société est composé de trois membres au moins qui seront nommés pour six ans au plus par l'Assemblée Générale et révocables en tout temps par elle.

Si une personne morale est nommée administrateur, elle désignera une personne physique à l'intervention de laquelle elle exercera ses fonctions d'administrateur.

§ 2. Les administrateurs sont rééligibles. Le mandat des administrateurs sortants non réélus cesse immédiatement après l'Assemblée Générale qui a procédé aux réélections.

Article 13 : Vacance

En cas de vacance d'une ou plusieurs places d'administrateur par suite de décès, démission ou autre cause, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'Assemblée Générale lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

L'administrateur désigné dans les conditions ci-dessus est nommé pour le temps nécessaire à l'achèvement du mandat de l'administrateur qu'il remplace.

Article 14 : Présidence, Réunion du conseil d'administration

§ 1^{er}. Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président, deux Vices-Présidents et un Administrateur Délégué. Le Président et l'Administrateur Délégué sont choisis parmi les administrateurs représentant la S.D.O.

§ 2. Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son Président ou sur celle de deux au moins de ses membres.

Les convocations devront être envoyées par lettre, télégramme, télécopie ou télex, adressé à chacun des administrateurs, huit jours au moins avant la réunion, sauf en cas d'urgence. La présence ou la représentation des administrateurs à la réunion couvre l'absence de cette formalité.

Les convocations contiennent l'ordre du jour.

Les réunions se tiennent au lieu indiqué dans les convocations.

Tout administrateur peut donner, par écrit, télégramme, télécopie, télex, délégation à un de ses collègues pour le représenter à une réunion déterminée du Conseil et y voter en son lieu et place.

Toutefois, aucun administrateur ne peut représenter plus d'un de ses collègues et le mandat doit être spécial pour chaque séance.

Article 15 : Délibération — Majorités

§ 1^{er}. Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que sur les objets prévus à l'ordre du jour et que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés.

§ 2. Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité simple des voix, la voix du Président étant prépondérante.

§ 3. L'administrateur, qui a un intérêt opposé à celui de la société dans une opération soumise à l'approbation du Conseil, est tenu d'en prévenir le Conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance.

Il ne peut prendre part à cette délibération.

Il est spécialement rendu compte à la première Assemblée Générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, des opérations, dans lesquelles un administrateur a eu un intérêt opposé à celui de la société.

Si, dans une séance du Conseil d'Administration réunissant la majorité requise pour délibérer valablement, un ou plusieurs administrateurs s'abstiennent en vertu des alinéas qui précèdent, les résolutions sont valablement prises à la majorité des voix des autres membres du Conseil présents ou représentés.

Article 16 : Procès-verbaux

Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées dans des procès-verbaux, signés par la majorité au moins des membres présents.

Ces procès-verbaux sont inscrits dans un registre spécial qui peut être constitué de feuillets collés et numérotés chronologiquement.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président ou par deux administrateurs.

Article 17 : Pouvoirs du conseil d'administration

Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux qui sont expressément réservés à l'Assemblée Générale des actionnaires par la loi ou par les présents statuts et ce, sans préjudice des mandats spéciaux revêtant le cas échéant la forme authentique, conférés par le Conseil d'Administration et ce qui est prévu ci-dessous en matière de gestion journalière.

Article 18 : Représentation

§ 1^{er}. Sans préjudice aux dispositions de l'article 19 ci-après et aux délégations de pouvoirs décidées par le Conseil d'Administration, la société est représentée à l'égard des tiers et notamment dans les actes auxquels un fonctionnaire public ou un officier ministériel prête son concours ainsi qu'en justice, tant en demandant qu'en défendant, par deux administrateurs.

Les administrateurs n'auront en aucun cas à justifier d'une décision préalable du Conseil d'Administration.

§ 2. Le Conseil d'Administration peut confier des mandats spéciaux revêtant, le cas échéant, la forme authentique, à toute personne choisie en son sein ou même en dehors de la société.

Article 19 : Rémunérations

Les dépenses normales et justifiées que les administrateurs auraient exposées dans l'exercice de leurs fonctions leur seront remboursées et portées au compte des frais généraux.

Le mandat des administrateurs est gratuit.

Le Conseil d'Administration peut néanmoins décider d'attribuer une rémunération aux administrateurs exerçant des fonctions réelles et permanentes. Le Conseil d'Administration fixe le principe et le montant de ces rémunérations. Il en sera de même pour les administrateurs chargés de missions spéciales.

Article 20 : Gestion journalière

§ 1^{er}. Le Conseil d'Administration délèguera la gestion journalière de la société ainsi que la représentation en ce qui concerne cette gestion au Président et à l'Administrateur Délégué agissant seuls ou conjointement selon les termes de la délégation de pouvoir.

Par gestion journalière, on entend les actes qui ne sont que l'exécution de la ligne de conduite tracée par le Conseil d'Administration ainsi que les actes qu'il est nécessaire d'accomplir au jour le jour pour assurer la marche des affaires sociales dont notamment, les actes conservatoires, l'expédition des affaires courantes ainsi que l'exécution des décisions prises par l'Assemblée Générale ou par le Conseil d'Administration.

Les délégués à la gestion journalière peuvent, dans le cadre de cette gestion, déléguer des pouvoirs spéciaux et déterminés à tout mandataire.

§ 2. L'accomplissement de cette mission se fait sous le contrôle et la surveillance du Conseil d'Administration et dans le respect de la politique générale fixée par lui.

§ 3. Les délégués à la gestion journalière veilleront à informer régulièrement et immédiatement les membres du Conseil d'Administration de tous les événements et données qui sont susceptibles d'affecter de manière sensible la marche des affaires de la société.

Article 21 : Contrôle

Le contrôle de la situation financière, ainsi que le contrôle de la régularité de l'établissement des comptes annuels, seront confiés à un ou plusieurs commissaires, choisi(s) parmi les membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises, nommés par l'Assemblée Générale.

L'Assemblée Générale fixera les émoluments du commissaire-réviseur eu égard aux normes de révision établies par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises.

TITRE IV. — Assemblée générale

Article 22 : Composition et pouvoirs

L'Assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires.

L'Assemblée Générale a les pouvoirs qui lui sont reconnus par la loi et par les statuts.

Les décisions prises par l'Assemblée Générale sont obligatoires pour tous les actionnaires, même pour les absents ou dissidents.

Article 23 : Réunion

L'Assemblée Générale Ordinaire se réunit annuellement le troisième vendredi du mois d'avril à seize heures.

Si ce jour est un jour férié, l'Assemblée a lieu le jour ouvrable suivant.

L'Assemblée Générale peut être convoquée extraordinairement chaque fois que l'intérêt de la société l'exige.

Elle doit l'être à la demande d'actionnaires représentant ensemble le cinquième des actions de capital. La demande de convocation doit être adressée au Conseil d'Administration et énoncer les objets à mettre à l'ordre du jour de l'Assemblée.

Les Assemblées Générales Ordinaire ou Extraordinaire se tiennent au siège social ou en tout autre lieu en Belgique fixé par le Conseil d'Administration et indiqué dans les convocations.

Article 24 : Convocations

L'Assemblée Générale se réunit sur convocation du Conseil d'Administration ou de deux administrateurs agissant conjointement.

Les convocations pour les Assemblées Générales sont faites conformément aux dispositions de l'article 70 et suivants des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Les convocations à l'Assemblée Générale annuelle mentionnent obligatoirement, parmi les objets à l'ordre du jour, la discussion du rapport de gestion établi par le Conseil d'Administration et du rapport de contrôle établi par le commissaire-réviseur, conformément à la loi, ainsi que la discussion et l'adoption des comptes annuels, la décharge des administrateurs et du commissaire-réviseur, la réélection et le remplacement des administrateurs et commissaires-réviseurs sortants ou manquants.

Cependant lorsque tous les actionnaires ont consenti à se réunir et sont présents ou représentés à l'Assemblée, celle-ci est régulièrement constituée même s'il n'y a pas eu de convocation ou si les délais n'ont pas été respectés.

Article 25 : Représentation

§ 1^{er}. Tout actionnaire pourra se faire représenter à l'Assemblée par un mandataire qui est lui-même actionnaire et qui a le droit de vote à l'Assemblée.

Toutefois, les personnes morales peuvent être représentées par un mandataire non actionnaire.

§ 2. Le Conseil d'Administration - ou le cas échéant, les deux administrateurs - qui convoque l'Assemblée Générale peut arrêter la formule des procurations et exiger que celles-ci soient déposées au lieu indiqué par lui cinq jours avant l'Assemblée Générale. Les procurations doivent être écrites et mentionner l'ordre du jour de l'Assemblée Générale.

§ 3. Les copropriétaires, les usufruitiers et les nus-propriétaires, les créanciers et débiteurs-gagistes, doivent se faire représenter respectivement par une seule et même personne. A défaut d'accord entre nu(s)-propriétaire(s) et usufruitier(s), l'usufruitier (ou le mandataire des usufruitiers) représentera seul valablement les ayants-droit.

Article 26 : Bureau

Toute Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration ou, à son défaut, par un Vice-Président.

Le Président désigne le secrétaire qui ne doit pas nécessairement être actionnaire.

L'Assemblée choisit deux scrutateurs parmi les actionnaires ou leurs mandataires.

Les administrateurs présents complètent le bureau.

Article 27 : Délibération

Une liste de présences indiquant le nom des actionnaires et le nombre de titres pour lesquels ils entendent prendre part au vote est signée par chacun d'eux ou par leur mandataire avant d'entrer en séance.

Aucune Assemblée ne peut délibérer sur des objets qui ne figurent pas à l'ordre du jour sauf si la totalité du capital social est présente ou représentée et, dans ce dernier cas, pour autant que les procurations mentionnent expressément ce pouvoir.

L'Assemblée Générale des actionnaires ne délibérera valablement que si les actionnaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins la majorité des actions ayant le droit de vote.

L'Assemblée Générale des actionnaires statue à la majorité simple des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

En matière de modification aux statuts, l'Assemblée Générale des actionnaires statue aux conditions de majorité prévues aux articles 70 et 70bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Pour la nomination d'administrateur et de commissaire, si aucun candidat ne réunit la majorité des voix, il est procédé à un scrutin de ballottage entre les candidats qui ont obtenu le plus de voix.

Article 28 : Prorogation

Quels que soient les objets à l'ordre du jour, toute Assemblée Générale, Ordinaire ou Extraordinaire, peut être séance tenante prorogée à trois semaines par le bureau composé comme il est dit ci-dessus.

Cette prorogation annule toute décision prise.

Les actionnaires devront de nouveau être convoqués avec le même ordre du jour. Cette nouvelle Assemblée ne pourra plus être prorogée.

Article 29 : Procès-verbaux

Les procès-verbaux des Assemblées Générales sont signés par la majorité des membres du bureau et les actionnaires qui le demandent. Ils sont consignés dans un registre spécial tenu au siège de la société qui peut être constitué de feuillets collés et numérotés chronologiquement.

Les copies ou extraits à produire en justice ou ailleurs sont signés par le Président ou par deux administrateurs.

TITRE V. — Ecritures sociales — Répartitions**Article 30 : Inventaires et comptes annuels**

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

A cette date, le Conseil d'Administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels conformément à la loi.

Le Conseil d'Administration remet les pièces, avec le rapport de gestion établi conformément à la loi, un mois au moins avant l'Assemblée Générale Ordinaire, au commissaire-réviseur. Celui-ci établit le rapport de contrôle prévu par la loi.

Les comptes annuels et les rapports ci-avant visés sont adressés aux actionnaires en nom, en même temps que la convocation. Tout actionnaire a le droit d'en obtenir gratuitement un exemplaire sur production de son titre quinze jours avant l'Assemblée.

Article 31 : Approbation des comptes annuels

L'Assemblée annuelle entend le rapport de gestion et le rapport du commissaire-réviseur et discute les comptes annuels.

Les administrateurs répondent aux questions qui leur sont posées par les actionnaires au sujet de leur rapport ou des points portés à l'ordre du jour et le commissaire-réviseur à celles concernant son rapport.

L'Assemblée annuelle statue sur l'adoption des comptes annuels, à la majorité simple des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

Après l'adoption du bilan, l'Assemblée Générale se prononce par vote spécial sur la décharge à donner aux administrateurs et au commissaire-réviseur. Cette décharge n'est valable que si le bilan ne contient ni omission, ni indication fautive dissimulant la situation réelle de la société et, quant aux actes faits en dehors des statuts, que s'ils ont été spécialement indiqués dans la convocation.

Les comptes annuels, le rapport de contrôle et le rapport de gestion sont, dans les trente jours de leur approbation, déposés à la Banque Nationale de Belgique par les soins des administrateurs; ils sont accompagnés des pièces requises par la loi.

Article 32 : Distribution

L'excédent favorable du compte de résultats, déduction faite des frais généraux, charges sociales et provisions, y compris les provisions fiscales ainsi que les amortissements, constitue le bénéfice net de l'exercice.

Sur ce bénéfice net, il sera d'abord prélevé cinq pour cent pour être affectés à la réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque cette réserve atteindra le dixième du capital social.

L'affectation du solde sera opérée librement, sur proposition du Conseil d'Administration, par l'Assemblée Générale qui pourra notamment le répartir entre les actions, l'affecter à un fonds de réserve extraordinaire ou le reporter à nouveau, en tout ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite si à la date de clôture du dernier exercice, l'actif net tel qu'il résulte des comptes annuels est, ou devenait à la suite d'une telle distribution, inférieur au montant du capital libéré, augmenté de toutes les réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

Article 33 : Paiement des dividendes

Le paiement des dividendes se fait aux époques et aux endroits indiqués par le Conseil d'Administration.

Article 34 : Perte du capital

§ 1^{er}. Si par suite de pertes, l'actif net est réduit à un montant inférieur à la moitié du capital social, l'Assemblée Générale doit être réunie dans un délai n'excédant pas deux mois à dater du moment où la perte a été constatée ou aurait dû l'être, en vertu des obligations légales ou statutaires, en vue de délibérer, le cas échéant dans les formes prescrites pour la modification aux statuts, de la dissolution éventuelle de la société et éventuellement d'autres mesures annoncées dans l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration justifie ces propositions dans un rapport spécial tenu à la disposition des actionnaires au siège de la société, quinze jours avant l'Assemblée Générale. Si le Conseil d'Administration propose la poursuite des activités, il expose dans son rapport les mesures qu'il compte adopter en vue de redresser la situation financière de la société. Ce rapport est annoncé dans l'ordre du jour. Une copie en est adressée aux actionnaires en même temps que la convocation.

§ 2. Les mêmes règles sont observées si, par suite de pertes, l'actif net est réduit à un montant inférieur au quart du capital social mais, en ce cas, la dissolution aura lieu si elle est approuvée par le quart des voix émises par l'Assemblée.

§ 3. Si par suite de perte, l'actif net est moindre que le capital minimum exigé par la loi pour toute société anonyme, tout intéressé pourra demander au tribunal la dissolution de la société.

Article 35 : Liquidation

En cas de dissolution, pour quelque cause que ce soit et à quelque moment que ce soit, l'Assemblée Générale désigne des liquidateurs et détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments ainsi que le mode de liquidation conformément aux articles 179 et suivants des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

Article 36 : Répartition du boni de liquidation

Après le paiement de toutes dettes et charges de la société ou consignation faite pour ces règlements, le solde servira d'abord à rembourser la Région Wallonne du montant restant dû des avances accordées.

Ensuite, les actions seront remboursées à concurrence du montant de leur libération.

L'excédent sera réparti par parts égales entre toutes les actions du capital.

Article 37 : Publication

Tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, notes de commande et autres documents qui émanent de la société, doivent contenir :

- 1° la dénomination sociale;
- 2° la mention « société anonyme » ou les initiales « S.A. », reproduites lisiblement et placées immédiatement avant ou après la dénomination sociale;
- 3° l'indication précise du siège social de la société;
- 4° les mots "registre du commerce", ou les initiales "RC" accompagnés de l'indication du siège du Tribunal de Commerce dans le ressort territorial duquel la société a son siège social et suivi du numéro d'immatriculation;

5° le numéro d'immatriculation attribué pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.) si la société y est assujettie.

TITRE VII. — Dispositions générales

Article 38 : Lois coordonnées sur les sociétés commerciales

Les dispositions des lois coordonnées sur les sociétés anonymes auxquelles il n'est pas dérogé explicitement par les articles ci-avant sont réputées inscrites aux présents statuts.

Article 39 : Election de domicile.

Tout actionnaire, administrateur, commissaire ou administrateur délégué non domicilié en Belgique, est tenu de faire élection de domicile dans l'arrondissement où se trouve le siège social, pour la durée de ses fonctions et pour tout ce qui concerne l'exécution des présents statuts.

A défaut d'élection de domicile dûment signifié à la société, ce domicile sera censé élu de plein droit au siège social.

Article 40 : Frais

Les comparants déclarent que le montant des frais, de premier établissement, incombant à la société en raison de sa constitution, s'élèvent approximativement à la somme de soixante mille francs (60 000 BEF).

Article 41 : Litiges B Compétence

Pour tous litiges entre la société, ses actionnaires, obligataires, administrateurs, commissaire(s) et liquidateur, relatifs aux affaires de la société et à l'exécution des présents statuts, compétence exclusive est attribuée aux Tribunaux du siège social, à moins que la société n'y renonce expressément.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 1836

[C - 99/27467]

1. APRIL 1999 — Erlass zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts SARSI (1)

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Unter der Bezeichnung «Société d'assainissement et de rénovation des sites industriels dans l'ouest du Brabant wallon», weiter unten «die Gesellschaft» genannt, wird eine Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts gegründet, welche die Sanierung, die Renovierung und die Gestaltung von auf dem Gebiet der Gemeinden Braine-le-Château, Ittre, Clabecq und Tubize gelegenen stillgelegten Gewerbebetriebsgeländen zum Zweck hat.

Diese juristische Person ersetzt die gleichnamige Aktiengesellschaft, deren Gesellschaftssitz in Tubize, Ferme du Landas, Parc d'activités économiques, rue Léon Champagne 3 gelegen ist und die unter der Nummer 84301 im Handelsregister von Nivelles eingetragen ist.

Art. 2 - Abgesehen von den aus den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets resultierenden Abweichungen unterliegt die Gesellschaft den koordinierten Gesetzen über die Handelsgesellschaften.

Die ersten Satzungen sind dem vorliegenden Dekret beigefügt. Die Satzungsänderungen einschließlich derjenigen, die die Auflösung der Gesellschaft bewirken, werden durch die Hauptversammlung angenommen und der Regierung zur Genehmigung vorgelegt.

Art. 3 - Die Gesellschaft kann als Aktieninhaber die Folgenden haben:

1° die Wallonische Region;

2° jegliche andere Person öffentlichen Rechts;

3° jegliche Gesellschaft, deren Kapital auf direkte oder indirekte Weise im Besitz der Wallonischen Region und/oder jeglicher anderen Person öffentlichen Rechts in Höhe von mindestens 50 % ist;

4° jegliche andere Person privaten Rechts.

Ungeachtet der Zusammensetzung des Kapitals wird die Mehrheit der Mandate im Verwaltungsrat an Kandidaten gegeben, die durch die in den Punkten 1° bis 3° des Absatzes 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Aktieninhaber vorgeschlagen werden.

Die Mandate des Vorsitzenden des Verwaltungsrates und des geschäftsführenden Verwalters können nur an einen auf Vorschlag der in den Punkten 1° bis 3° des Absatzes 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Aktieninhaber ernannten Verwalter gegeben werden.

Art. 4 - § 1. Die Gesellschaft untersteht der Kontrollmacht der Regierung; diese Kontrolle wird durch Vermittlung eines von der Regierung bezeichneten Kommissars ausgeübt.

§ 2. Der Kommissar der Regierung nimmt an den Versammlungen des Verwaltungsrates mit beratender Stimme teil. Jederzeit kann er an Ort und Stelle in die Bücher, den Briefwechsel, die Protokolle und im Allgemeinen in alle Geschäftsbücher der Gesellschaft Einsicht nehmen. Er kann alle Erklärungen und Auskünfte von den Verwaltern und den Personalmitgliedern anfordern und alle Überprüfungen, die er für die Ausübung seines Mandats für notwendig hält, vornehmen.

§ 3. Der Kommissar kann bei der Regierung einen Einspruch gegen jeden Beschluss der Gesellschaft, den er als im Gegensatz zum Gesetz oder zum Interesse der Allgemeinheit betrachtet, einlegen. Dieser Einspruch hat eine aufschiebende Wirkung. Er muss innerhalb einer zehntägigen Frist eingelegt werden.

Diese Frist beginnt entweder am Tage der Versammlung des Verwaltungsrates, während deren der Beschluss gefasst worden ist, sofern der Kommissar ordnungsgemäß eingeladen worden ist, oder, in allen anderen Fällen, am Tage, an dem der Kommissar den gefassten Beschluss zur Kenntnis genommen hat.

Die Regierung kann die Handlung innerhalb einer dreißigtägigen Frist, die am selben Tag beginnt, aufheben. Ist dies nicht der Fall, so wird die Aufhebung annulliert und der Beschluss endgültig.

Art. 5 - Die Einnahmen der Gesellschaft sind die Folgenden:

- 1° die aus ihrer Tätigkeit zu erwartenden Einnahmen, insbesondere das Einkommen aus ihrem Vermögen;
- 2° der Ertrag von Anleihen und von allen Finanzgeschäften;
- 3° der Betrag der Subventionen, Zuschüsse, Vorschüsse, Darlehen und der anderen finanziellen Vorteile, die ihr durch öffentliche Behörden und Einrichtungen gewährt würden.

Art. 6 - Die Buchhaltung der Gesellschaft wird gemäß der Gesetzgebung über die Buchhaltung der Unternehmen geführt.

Der Katasterertrag der Güter der Gesellschaft ist vom Immobilienvorabzug befreit, sofern diese Güter selbst keinen Ertrag produzieren.

Art. 7 - Vorbehaltlich der Erlaubnis der Regierung kann die Gesellschaft in ihrem Namen und für ihre eigene Rechnung Enteignungen zu gemeinnützigen Zwecken vornehmen.

Außer in den in anderen gesetzlichen oder Dekretbestimmungen vorgesehenen Fällen können diese Enteignungen Immobilien betreffen, die sich im Umkreis eines stillgelegten Gewerbebetriebsgeländes, in einem Umkreis der städtischen Neubelebung oder in einem Stadterneuerungsbereich befinden.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 1. April 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Raumordnung, der Ausrüstung und des Transportwesens,

M. LEBRUN

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Forschung, der Technologischen Entwicklung und der Internationalen Beziehungen,

W. ANCION

—
Note

(1) *Sitzungsperiode 1998-1999*

Dokumente des Rates 482 (1998-1999) Nr. 1 bis 4

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 17. März 1999

Diskussion B Abstimmung.

—
Anlage

Koordinierte Satzungen

Gesellschaft gegründet gemäß einer durch den Notar Jean Dandois in Tubize am 29. April 1997 aufgenommenen und in der Anlage zum *Belgischen Staatsblatt* am 21. Mei 1997 unter der Nummer 970521-71 veröffentlichten Urkunde

Satzungen, die zuletzt durch eine am 25. Augustus 1997 durch den Notar Etienne Derijcke in Tubize aufgenommene und am 21. Mei 1997 unter der Nummer 970917-234 in der Anlage zum *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichte Urkunde abgeändert worden sind

TITEL I — Merkmale der Gesellschaft

Artikel 1: Rechtsform — Bezeichnung

Eine Aktiengesellschaft wird unter der Bezeichnung 'Société d'Assainissement et de Rénovation des Sites Industriels dans l'ouest du Brabant wallon', abgekürzt 'SARSI', gegründet.

Artikel 2: Gesellschaftssitz

Der Gesellschaftssitz ist in Tubize (Saintes), Ferme du Landas — Parc d'Activités Economiques festgesetzt.

Durch einen in der Anlage zum *Belgischen Staatsblatt* zu veröffentlichenden Beschluss des Verwaltungsrates kann er überall in der Provinz Wallonisch-Brabant verlegt werden.

Der Verwaltungsrat erhält Handlungsvollmacht bezüglich der Verlegung des Gesellschaftssitzes in den Satzungen.

Artikel 3: Gesellschaftszweck

Der Gesellschaftszweck ist die Sanierung, die Renovierung und die Gestaltung von Gewerbebetriebsgeländen im Westen der Provinz Wallonisch-Brabant (Tubize, Ittre, Braine-le-Château, Rebecq).

Die Gesellschaft kann alle beliebigen industriellen, kaufmännischen, zivilen, finanziellen, auf bewegliche oder unbewegliche Güter bezogenen Handlungen vornehmen, die auf direkte oder indirekte Weise, ganz oder teilweise mit ihrem Gesellschaftszweck verbunden sind oder die seine Verwirklichung erleichtern oder entwickeln können, dies sowohl in Belgien als auch im Ausland. Unter anderem kann sie als Bürge auftreten und jegliches dingliche Recht an einem Gelände erwerben oder besitzen und einem Dritten jegliches dingliche oder persönliche Recht an einem Gelände gewähren.

Die Gesellschaft kann sich durch jedes beliebige Mittel und insbesondere durch Einbringung, Veräußerung, Fusion, Zeichnung, Beteiligung, finanzielle Beteiligung an allen bestehenden oder zu gründenden Gesellschaften, Unternehmen oder Geschäften beteiligen, deren Gesellschaftszweck mit dem eigenen identisch, ähnlich, gleichartig oder verbunden ist, oder der die Verwirklichung ihres Gesellschaftszwecks fördern kann.

Artikel 4: Dauer

Die Gesellschaft wird für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Sie kann jederzeit durch Beschluss der Generalversammlung der Aktienbesitzer, die wie in Sachen Abänderung der Satzungen berät, aufgelöst werden.

TITEL II. — Gesellschaftskapital

Artikel 5: Kapital

Das Anfangskapital der Gesellschaft wird auf fünf Millionen Franken (5 000 000 BEF) festgesetzt.

Es besteht aus fünftausend (5 000) Aktien ohne Nennwertbezeichnung, die alle die gleichen Rechte besitzen und alle gezeichnet und in bar vollständig eingezahlt werden.

Artikel 6: Einzahlung in Bar

Bei der Gründung der Gesellschaft war das Gesellschaftskapital auf der Summe von zwei Millionen fünfhunderttausend Franken festgesetzt, es bestand aus zweitausendfünfhundert Aktien ohne Nennwertbezeichnung, die alle gezeichnet und vollständig eingezahlt waren.

Gemäß dem Beschluss der außerordentlichen Generalversammlung vom 25.08.1997 ist das Gesellschaftskapital um zwei Millionen fünfhunderttausend Franken erhöht worden, um es von zwei Millionen fünfhunderttausend Franken auf FÜNF MILLIONEN FRANKEN (5 000 000) heraufzusetzen, dies durch die Ausgabe von zweitausendfünfhundert neuen Aktien, die mit den vorherigen identisch sind, sogar in Sachen Nutzung, und alle gezeichnet und in bar vollständig eingezahlt sind.

Artikel 7: Änderung des Kapitals

§ 1. Durch Beschluss der Generalversammlung, die unter den für die Abänderungen der Satzungen erforderlichen Bedingungen berät, kann das Kapital heraufgesetzt bzw. reduziert werden.

§ 2. Fall die Kapitalerhöhung durch Bareinlage erfolgt, genießen die Aktienbesitzer ein Recht auf vorzugsweise Zeichnung.

Das Recht auf vorzugsweise Zeichnung kann nur unter Bedingungen, die dieselben wie diejenigen sind, die für die Aktien, mit denen dieses Recht verbunden ist, gelten, von einem Aktienbesitzer an einen Dritten abgetreten werden, gemäß Artikel 9 der Satzungen.

Die Eröffnung der Zeichnung und die Frist für die Ausübung des Rechts auf vorzugsweise Zeichnung werden durch die Generalversammlung festgesetzt.

Diese Frist darf in keinem Fall kürzer als drei Monate sein. Die Eröffnung der Zeichnung, die Frist für die Ausübung des Rechts auf vorzugsweise Zeichnung sowie der Preis, zu welchem die neuen Aktien vorzugsweise den Aktienbesitzern angeboten werden, werden letzteren per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mitgeteilt.

Nach Ablauf der für die Ausübung des Rechts auf vorzugsweise Zeichnung vorgesehenen Frist und falls die Kapitalerhöhung nach der Ausübung dieses Rechts nicht vollständig gezeichnet wäre, werden die Aktienbesitzer, die ihr Recht auf vorzugsweise Zeichnung vollständig ausgeübt haben, erneut zeichnen können.

Wenn ihre Angebote eine größere Anzahl Aktien betreffen als die Anzahl der Aktien, für welche das Zeichnungsrecht bei der ersten Zeichnungsmöglichkeit nicht ausgeübt worden ist, werden die verschiedenen Angebote entsprechend reduziert.

Wenn aber ihre Angebote eine kleinere Anzahl Aktien betreffen als die Anzahl der Aktien, für welche das Zeichnungsrecht bei der ersten Zeichnungsmöglichkeit nicht ausgeübt worden ist, steht es dem Verwaltungsrat zu, zu entscheiden, ob Dritte sich an der Kapitalerhöhung beteiligen dürfen oder ob die Zeichnungsrechte durch die vormaligen Aktienbesitzer, die ihr Recht vollständig ausgeübt haben, im Verhältnis zu dem durch ihre Aktien dargestellten Kapitalanteil ausgeübt werden.

Das Recht auf vorzugsweise Zeichnung kann aber durch die im gesellschaftlichen Interesse und wie in Sachen Satzungenänderung entscheidende Generalversammlung begrenzt werden.

Artikel 8: Einzahlungsanforderung

Der noch nicht eingezahlte Anteil am Kapital wird durch den Verwaltungsrat zu von ihm bestimmten Zeiten angefordert.

Der Aktienbesitzer, der nach einer einmonatigen per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mitgeteilten Frist mit seinen Einzahlungen im Verzug ist, muss der Gesellschaft Verzugszinsen zum gesetzlichen Zinssatz zuzüglich zwei Prozent pro Jahr vergüten, dies ab dem Fälligkeitsdatum der Einzahlung.

Zudem kann der Verwaltungsrat, nachdem eine zweite Aufforderung einen Monat lang ergebnislos geblieben ist, die Aberkennung des Aktienbesitzers verkünden und seine Aktien durch einen Effektenmakler verkaufen lassen, unbeschadet des Rechts den noch geschuldeten Saldo sowie jeglichen Schadensersatz von ihm zu fordern. Die Aktien werden zuerst den neuen Aktienbesitzern angeboten, im Verhältnis zu der Anzahl Titel, die sie besitzen.

Die Ausübung des Stimmrechts, das mit den Aktien verbunden ist, für welche die Einzahlungen nicht erfolgt sind, wird aufgehoben, so lange diese ordnungsgemäß angeforderten und fälligen Einzahlungen nicht erfolgt sind.

Artikel 9: Art der Aktien

Die Aktien sind Namensaktien und werden es bleiben.

Am Gesellschaftssitz wird ein Register der Aktien geführt, in welchem die genaue Bezeichnung jedes Gesellschafters und die Anzahl der ihm gehörenden Aktien angegeben sind. Jeder Gesellschafter oder interessierte Dritte kann darin Einsicht nehmen.

Auf Anfrage wird jedem Gesellschafter eine Namensurkunde gegeben, die aus dem Register entnommen wird und durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder einen stellvertretenden Vorsitzenden unterschrieben wird und die Anzahl der ihm gehörenden Aktien der Gesellschaft angibt.

Besagte Urkunden dürfen keinesfalls auf den Inhaber oder auf Order lauten.

Die Veräußerungen oder Übertragungen von Aktien werden mit ihrem Datum in das Register eingetragen; sie werden durch den Übertragenden und den Übernehmer, oder im Falle einer Übertragung unter Lebenden durch ihren Bevollmächtigten unterzeichnet; sie werden durch den Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder einen stellvertretenden Vorsitzenden und durch die Begünstigten oder ihren Bevollmächtigten im Falle einer Übertragung infolge eines Todesfalls unterzeichnet.

Erst ab dem Tag ihrer Eintragung in dieses Register werden die Veräußerungen und Übertragungen gegenüber der Gesellschaft und Dritten wirksam.

Das Eigentum der Aktien wird nur anhand dieses Registers bewiesen.

Artikel 10: Veräußerung der Aktien

A. Veräußerung von Aktien unter Aktienbesitzern oder zugunsten einer Gesellschaft, die derselben Gruppe wie der veräußernde Aktienbesitzer angehört.

§ 1. Die Veräußerungen von Aktien unter Aktienbesitzern sowie die durch einen Aktienbesitzer an eine derselben Gruppe wie er angehörenden Gesellschaft eingeräumten Veräußerungen sind frei, vorbehaltlich der Beachtung der in Absatz zwei vorgesehenen Formalitäten.

Unter «Gesellschaft, die derselben Gruppe wie der veräußernde Aktienbesitzer angehört» versteht man jede Gesellschaft, die diesen Aktienbesitzer «kontrolliert» oder jede Gesellschaft, die durch ihn «kontrolliert» wird oder die unter derselben Kontrolle wie er steht.

Unter «Kontrolle» versteht man die Tatsache, dass eine natürliche Person oder eine Gesellschaft, auf direkte oder indirekte Weise, eine Beteiligung an einer anderen Gesellschaft besitzt, die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals darstellt, oder eine Beteiligung, mit welcher ein Stimmenanteil verbunden ist, der höher ist als mindestens die Hälfte der Stimmen, die mit der Gesamtheit der durch diese Gesellschaft ausgegebenen Aktien verbunden sind, oder auch die Tatsache, dass eine natürliche Person oder eine Gesellschaft in der Lage ist, in rechtlicher oder in tatsächlicher Beziehung, einen ausschlaggebenden Einfluss auf die Wahl von mindestens der Hälfte der Führungskräfte einer anderen Gesellschaft oder auf die Orientierung ihrer Führung auszuüben.

Die in diesem Paragraphen erwähnten Veräußerungen von Aktien werden die Auflösung der Veräußerung sowie die Modalitäten ihrer Durchführung vorsehen, falls die erwerbende Gesellschaft die weiter oben erwähnten Bedingungen nicht mehr erfüllen sollte.

Diese Auflösung wird jedoch keine rückwirkende Kraft gegenüber der Gesellschaft haben.

§ 2. Der Aktienbesitzer, der im Rahmen der im ersten Paragraphen vorgesehenen Veräußerungen alle seine Aktien oder einen Teil davon veräußert hat, muss den Verwaltungsrat innerhalb einer zweimonatigen Frist davon in Kenntnis setzen.

B. Vorkaufsrecht der Aktienbesitzer bei jeder Veräußerung von Aktien, die sich vom in Punkt A vorgesehenen Fall unterscheidet

§ 1. Jeder Aktienbesitzer, der Aktien veräußern möchte, wird zuerst den anderen Aktienbesitzern das Vorkaufsrecht für die Aktien, deren Veräußerung vorgesehen ist, anbieten müssen, dies gemäß den im zweiten Paragraphen vorgesehenen Modalitäten und Bedingungen.

§ 2. Der Aktienbesitzer, der alle Aktien, die er besitzt, oder einen Teil davon veräußern möchte, muss dem Verwaltungsrat per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief die Anzahl der Aktien, deren Veräußerung vorgesehen ist, die für die vorgesehene Veräußerung geltenden Bedingungen und die Identität des potentiellen Erwerbers mitteilen.

Der Verwaltungsrat gibt den anderen Aktienbesitzern innerhalb einer Frist von maximal fünfzehn Tagen das Angebot bekannt.

Innerhalb einer dreimonatigen Frist ab dem Tag der Bekanntgabe werden die Aktienbesitzer ihr Vorkaufsrecht mittels einer an den Verwaltungsrat gerichteten Zustellung ausüben müssen, dies vorbehaltlich ihres Rechts auf Verzicht, ihr Vorkaufsrecht vor dem Ende dieser Frist auszuüben.

Das Vorkaufsrecht wird im Verhältnis zu der Anzahl der Aktien, die sie besitzen, ausgeübt.

Am Ende dieser dreimonatigen Frist wird der Verwaltungsrat den Aktienbesitzern ausschließlich des Veräußerers die Anzahl der Aktien, für welche das Vorkaufsrecht nicht ausgeübt worden ist, mitteilen. Innerhalb von dreißig Tagen nach dieser Mitteilung werden die Aktienbesitzer dem Verwaltungsrat die Anzahl der bleibenden Aktien, die sie bereit zu erwerben sind, mitteilen.

Falls die zu veräußernde Aktienanzahl nicht proportional verteilbar ist, werden die übrig bleibenden Aktien durch den Verwaltungsrat mittels Verlosung unter die Aktienbesitzer, die es möchten, verteilt, wobei jede einzelne Aktie verlost wird. Auf keinen Fall werden die Aktien zerteilt.

Betreffen die von den verschiedenen Aktienbesitzern ausgehenden Angebote eine Anzahl Aktien, die größer ist als die Anzahl der Aktien, für welche das Vorkaufsrecht nicht ausgeübt worden ist, so werden die verschiedenen Angebote proportional zugunsten der verschiedenen Aktienbesitzer reduziert.

Die Zahlung des Preises wird gemäß den durch den vorgesehenen Erwerber akzeptierten und dem Verwaltungsrat durch den Veräußerer mitgeteilten Modalitäten erfolgen.

Betreffen aber die von den verschiedenen Aktienbesitzern ausgehenden Angebote eine Anzahl Aktien, die kleiner ist als die Anzahl der Aktien, für welche das Vorkaufsrecht nicht ausgeübt worden ist, so ist der Aktienbesitzer, der Aktien veräußern möchte, frei die Veräußerung der Gesamtheit der gemeldeten Aktien vorzunehmen, sofern die Veräußerung zugunsten des in der Mitteilung angegebenen Dritten und zum mitgeteilten Preis oder unter Bedingungen, die nicht günstiger als diejenigen sind, die in der Mitteilung angegeben sind, erfolgt.

Der Aktienbesitzer, der Aktien veräußern möchte, ist jedoch frei diese Teilangebote anzunehmen.

§ 3. Wenn die im letzten Absatz des zweiten Paragraphen vorgesehene Veräußerung nicht innerhalb von sechs Monaten ab dem Ende der in Paragraph zwei vorgesehenen dreimonatigen Frist erfolgen sollte, so wäre die in den Paragraphen eins und zwei vorgesehene Vorgehensweise erneut anwendbar.

§ 4. Die Übertragung der Veräußerung in das Register der Namensaktien wird anlässlich der ersten Zahlung, die auf den Einkaufspreis angerechnet wird, erfolgen.

§ 5. Die Aktien werden zum durch den Veräußerer angebotenen Preis erworben, oder, in Ermangelung einer Übereinstimmung über diesen Preis, zum Preis, der durch einen in gegenseitigem Einvernehmen durch die Parteien bezeichneten Sachverständigen festgesetzt wird, oder, in Ermangelung einer Übereinstimmung über den Sachverständigen, durch den Vorsitzenden des Gerichts erster Instanz.

§ 6. Der Erwerber muss den Preis innerhalb von dreißig Tagen ab seiner Festsetzung zahlen, es sei denn die Parteien vereinbaren eine andere Frist. Nach Ablauf dieser Frist wird der Erwerber von Rechts wegen und unaufgefordert Zinsen in Höhe des gesetzlichen Zinssatzes schulden.

C. Anwendungsbereich

Die Bestimmungen des vorliegenden Artikels gelten für alle Fälle von Veräußerung, Übertragung oder Übergabe der Aktien, einschließlich der Verteilung von Aktien infolge der Auflösung einer Gesellschaft, die Aktien besitzt, der Spaltung, der Zwangsversteigerung, usw.

D. Mitteilung

Alle Bekanntgaben, Mitteilungen, oder Benachrichtigungen, die in Ausführung des vorliegenden Artikels vorgenommen werden, erfolgen per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung und per Luftpost, wenn der Empfänger außerhalb des Gemeinsamen Marktes ansässig ist, wobei die Fristen ab dem Tag der Aufgabe des Briefes bei der Post zu laufen anfangen, wobei die Aufgabebescheinigung maßgebend ist. Die Briefe können auf gültige Weise den Aktienbesitzern an die letzte von der Gesellschaft bekannte Adresse zugeschickt werden.

Artikel 11: Verpflichtungen

§ 1. Die Gesellschaft kann auf Beschluss der Hauptversammlung der Aktienbesitzer Hypothekenschuldverschreibungen oder Schuldverschreibungen ohne Hypothek ausstellen.

Der Verwaltungsrat wird Zinsart und -satz, Rückzahlungsweise und -zeit, sowie alle Bedingungen bezüglich des Ausstellens von Schuldverschreibungen festsetzen.

§ 2. Das Ausstellen von Wandelschuldverschreibungen oder von Schuldverschreibungen mit Zeichnungsrecht kann durch die Generalversammlung gemäß den durch das Gesetz vorgesehenen Bedingungen beschlossen werden.

TITEL III — Verwaltung und Kontrolle

Artikel 12: Zusammensetzung des Verwaltungsrates

§ 1. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern, die für eine Dauer von höchstens sechs Jahren durch die Generalversammlung ernannt werden und die jederzeit durch sie abgesetzt werden können.

Falls eine juristische Person als Verwalter ernannt wird, wird sie eine natürliche Person bezeichnen, über welche sie ihre Aktivitäten als Verwalter ausüben wird.

§ 2. Die Verwalter sind wiederwählbar. Das Mandat der ausscheidenden Verwalter, die nicht mehr gewählt worden sind, endet sofort nach der Generalversammlung, die die Wiederwahl vorgenommen hat.

Artikel 13: Unbesetzte Verwalterposten

Falls infolge von Sterbefall, Rücktritt oder einer anderen Ursache ein oder mehrere Verwalterposten unbesetzt sind, sind die bleibenden Verwalter berechtigt diese Posten vorläufig zu besetzen.

In diesem Fall organisiert die Generalversammlung bei ihrer nächsten Versammlung die endgültige Wahl.

Der unter den oben aufgeführten Bedingungen bezeichnete Verwalter wird für die verbleibende Zeit ernannt, die zur Beendigung des Mandats des Verwalters, den er ersetzt, nötig ist.

Artikel 14: Vorsitz B Versammlung des Verwaltungsrates

§ 1. Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden, zwei stellvertretende Vorsitzende und einen geschäftsführenden Verwalter. Der Vorsitzende und der geschäftsführende Verwalter werden unter den Verwaltern, die die «S.D.O.» vertreten, gewählt.

§ 2. Der Verwaltungsrat versammelt sich so oft wie das Interesse der Gesellschaft es erforderlich macht, auf Einberufung durch seinen Vorsitzenden oder durch mindestens zwei seiner Mitglieder.

Außer in dringenden Fällen müssen die Einberufungsschreiben jedem der Verwalter mindestens acht Tage vor der Versammlung per Brief, Telegramm, Telefax oder Telex geschickt werden. Die Anwesenheit oder die Vertretung der Verwalter bei der Versammlung machen das Fehlen dieser Formalität nichtig.

Die Einberufungsschreiben enthalten die Tagesordnung.

Die Versammlungen finden am in den Einberufungsschreiben angegebenen Ort statt.

Jeder Verwalter kann einem seiner Kollegen schriftlich, per Telegramm, Telefax, Telex Vollmacht erteilen, ihn bei einer bestimmten Versammlung des Rates zu vertreten und an seiner Stelle zu wählen.

Kein Verwalter kann aber mehr als einen seiner Kollegen vertreten; das Mandat muss für jede einzelne Sitzung ausgestellt werden.

Artikel 15: Beratung — Mehrheiten

§ 1. Nur wenn sie in der Tagesordnung vorgesehene Themen betreffen und wenn die Mehrheit der Mitglieder anwesend oder vertreten sind, sind die Beratungen und Entscheidungen des Verwaltungsrates gültig.

§ 2. Die Entscheidungen des Verwaltungsrates werden zur einfachen Mehrheit der Stimmen gefasst, wobei die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag gibt.

Der Verwalter, der bei einem der Genehmigung des Rates unterliegenden Vorgang ein Interesse hat, das im Gegensatz zu dem Interesse der Gesellschaft ist, muss den Rat darüber informieren und diese Erklärung im Sitzungsprotokoll erwähnen lassen.

Er darf sich an dieser Beratung nicht beteiligen.

Bei der nächsten Generalversammlung wird ausführlich über Vorgänge berichtet, in denen ein Verwalter ein Interesse hatte, das im Gegensatz zu dem Interesse der Gesellschaft war, dies vor jeder Abstimmung bezüglich anderer Beschlüsse.

Wenn ein oder mehrere Verwalter sich während einer Sitzung des Verwaltungsrates, bei der die erforderliche Mehrheit für eine gültige Beratung anwesend ist, gemäß den weiter oben befindlichen Absätzen seiner Stimme enthält, sind die Beschlüsse, die mit der Mehrheit der Stimmen der anderen anwesenden oder vertretenen Mitglieder des Rates gefasst worden sind, gültig.

Artikel 16: Protokolle

Die Beratungen des Verwaltungsrates werden in Protokollen, die durch wenigstens die Hälfte der anwesenden Mitglieder unterschrieben werden, festgelegt.

Diese Protokolle werden in ein spezielles Register eingetragen, das aus geklebten und chronologisch nummerierten Blättern bestehen kann.

Die Abschriften oder Auszüge, die vor Gericht oder woanders zu hinterlegen sind, werden durch den Vorsitzenden oder durch zwei Verwalter unterschrieben.

Artikel 17: Befugnisse des Verwaltungsrates

Was die Verwirklichung des Gesellschaftszwecks betrifft, besitzt der Verwaltungsrat die umfassendsten Befugnisse mit Ausnahme derjenigen, die durch das Gesetz oder durch die vorliegenden Satzungen der Generalversammlung der Aktienbesitzer ausdrücklich vorbehalten werden, dies unbeschadet der Sondermandate, die gegebenenfalls amtlich bescheinigt und durch den Verwaltungsrat erteilt werden, und dessen, was weiter unter in Sachen täglicher Geschäftsführung vorgesehen ist.

Artikel 18: Vertretung

§ 1. Unbeschadet der Bestimmungen des weiter unten befindlichen Artikels 19 und der durch den Verwaltungsrat beschlossenen Bevollmächtigungen wird die Gesellschaft Dritten gegenüber insbesondere bei den Handlungen, bei denen ein öffentlicher Beamter oder ein Amtsträger eines Ministeriums mitwirkt, sowie vor Gericht, sowohl als Kläger als auch als Angeklagter durch zwei Verwalter vertreten.

Die Verwalter werden auf keinen Fall einen vorherigen Beschluss des Verwaltungsrates benötigen müssen.

§ 2. Der Verwaltungsrat kann jeder unter seinen Mitgliedern oder sogar außerhalb der Gesellschaft gewählten Person Sondermandate, die gegebenenfalls amtlich bescheinigt werden, erteilen.

Artikel 19: Vergütungen

Die normalen und begründeten Ausgaben, die die Verwalter bei der Ausübung ihrer Tätigkeit eingegangen wären, werden ihnen zurückerstattet und zu Lasten der allgemeinen Unkosten gebucht.

Das Mandat der Verwalter wird nicht vergütet.

Der Verwaltungsrat kann aber beschließen, dass den wirkliche und dauernde Tätigkeiten ausübenden Verwaltern eine Vergütung gewährt wird. Der Verwaltungsrat bestimmt den Grundsatz und den Betrag dieser Vergütungen. Das Gleiche gilt für die mit Sonderaufträgen beauftragten Verwalter.

Artikel 20: Tägliche Führung

§ 1. Der Verwaltungsrat wird die Befugnis der täglichen Führung der Gesellschaft sowie die Vertretung bezüglich dieser Führung dem Vorsitzenden und dem geschäftsführenden Verwalter, die entweder allein oder gemeinsam gemäß dem Wortlaut der Bevollmächtigung handeln, übertragen.

Unter täglicher Führung versteht man die Handlungen, die nur die Ausführung der durch den Verwaltungsrat festgelegten Leitlinie darstellen, und die Handlungen, die tagtäglich ausgeführt werden müssen, um den Gang der Geschäfte der Gesellschaft zu sichern, unter denen die Sicherungsmaßnahmen, die Erledigung der laufenden Geschäfte sowie die Ausführung der durch die Generalversammlung oder den Verwaltungsrat gefassten Beschlüsse.

Die mit der täglichen Führung beauftragten Personen können im Rahmen dieser Führung jedem Mandatar spezielle und bestimmte Befugnisse übertragen.

§ 2. Die Durchführung dieses Auftrags erfolgt unter der Kontrolle und der Aufsicht des Verwaltungsrates und mit Rücksicht auf die allgemeine durch ihn festgesetzte Leitlinie.

§ 3. Die mit der täglichen Führung beauftragten Personen werden dafür sorgen, dass die Mitglieder des Verwaltungsrates über alle Vorkommnisse und Angaben informiert werden, die den Gang der Geschäfte der Gesellschaft bedeutend beeinflussen können.

Artikel 21: Kontrolle

Mit der Kontrolle der finanziellen Lage sowie der Kontrolle der Ordnungsmäßigkeit der Erstellung des Jahresabschlusses werden ein oder mehrere Kommissare beauftragt, die unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren gewählt und durch die Generalversammlung ernannt werden.

Die Generalversammlung wird die Bezüge des Kommissar-Revisors gemäß den durch das Institut der Betriebsrevisoren festgesetzten Normen für die Revision festsetzen.

TITRE IV. — Generalversammlung

Artikel 22: Zusammensetzung und Befugnisse

Die ordnungsgemäß zusammengestellte Generalversammlung vertritt die Gesamtheit der Aktienbesitzer.

Die Generalversammlung besitzt die ihr durch das Gesetz und die Satzungen anerkannten Befugnisse.

Die durch die Generalversammlung gefassten Beschlüsse sind für alle Aktienbesitzer verbindlich, sogar für die Abwesenden und die Abtrünnigen.

Artikel 23: Versammlung

Die ordentliche Generalversammlung findet jährlich am dritten Freitag vom Monat April um sechzehn Uhr statt.

Wenn dieser Tag ein Feiertag ist, findet die Versammlung am nächsten Werktag statt.

Eine außerordentliche Generalversammlung kann jedes Mal, wenn das Interesse der Gesellschaft es erforderlich macht, einberufen werden.

Dies muss auf Anfrage von Aktienbesitzern, die zusammen ein Fünftel der Kapitalaktien darstellen, geschehen. Der Antrag auf Einberufung muss an die Generalversammlung gerichtet werden und die Themen, die in die Tagesordnung der Versammlung eingetragen werden müssen, auflisten.

Die ordentliche und die außerordentliche Generalversammlung finden am Gesellschaftssitz oder an jeglichem anderen Ort in Belgien, der durch den Verwaltungsrat festgelegt und in den Einladungsbriefen genannt wird, statt.

Artikel 24: Einberufungen

Die Generalversammlung findet auf Einberufung durch den Verwaltungsrat oder durch zwei gemeinsam handelnde Verwalter statt.

Die Einberufungen zu den Generalversammlungen erfolgen gemäß den Bestimmungen von dem Artikel 70 und den folgenden Artikeln der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften.

Die Einladungsbriefe für die jährliche Generalversammlung enthalten zwangsläufig unter den Themen der Tagesordnung die Diskussion über den durch den Verwaltungsrat verfassten Verwaltungsbericht und über den durch den Kommissar-Revisor verfassten Kontrollbericht, gemäß dem Gesetz, sowie die Diskussion und die Verabschiedung des Jahresabschlusses, die Entlastung der Verwalter und des Kommissar-Revisors, die Wiederwahl und die Neubesetzung der ausscheidenden oder fehlenden Verwalter und Kommissar-Revisoren.

Wenn aber alle Aktienbesitzer mit der Versammlung einverstanden waren und bei der Versammlung anwesend oder vertreten sind, gilt diese als ordnungsgemäß konstituiert, sogar wenn keine Einberufung stattgefunden hat oder wenn die Fristen nicht beachtet worden sind.

Artikel 25: Vertretung

§ 1. Jeder Aktienbesitzer kann sich bei der Versammlung durch einen Mandatar, der selbst Aktienbesitzer ist und das Stimmrecht bei der Versammlung besitzt, vertreten lassen.

Die juristischen Personen können aber durch einen Mandatar vertreten werden, der kein Aktienbesitzer ist.

§ 2. Der Verwaltungsrat - oder gegebenenfalls die zwei Verwalter -, der die Generalversammlung einberuft, kann den Musterbogen für die Vollmachten festsetzen und verlangen, dass letztere fünf Tage vor der Generalversammlung am durch ihn angegebenen Ort abgegeben werden. Die Vollmachten müssen geschrieben werden und die Tagesordnung der Generalversammlung angeben.

§ 3. Die Miteigentümer, Nutznießer und bloße Eigentümer, die Gläubiger und Pfandschuldner, müssen sich durch jeweils eine einzige Person vertreten lassen. In Ermangelung der Übereinstimmung unter bloßem bzw. bloßen Eigentümer(n) und Nutznießer(n) wird der Nutznießer (oder der Mandatar der Nutznießer) alleine die Anspruchsberechtigten rechtsverbindlich vertreten.

Artikel 26: Vorstand

Bei jeder Generalversammlung hat der Vorsitzende des Verwaltungsrates oder, mangels eines Vorsitzenden, ein stellvertretender Vorsitzender den Vorsitz.

Der Vorsitzende bezeichnet den Sekretär, der kein Aktienbesitzer unbedingt sein muß.

Die Versammlung wählt zwei Stimmzähler unter den Aktienbesitzern oder ihren Mandataren.

Die anwesenden Verwalter ergänzen den Vorstand.

Artikel 27: Beratung

Eine Anwesendheitsliste, die den Namen der Aktienbesitzer und die Anzahl Aktien, für welche sie sich an der Abstimmung beteiligen möchten, wird durch jeden Aktienbesitzer oder seinen Mandatar vor dem Beginn der Sitzung unterzeichnet.

Keine Versammlung darf über Themen beraten, die nicht an der Tagesordnung sind, es sei denn die Gesamtheit des Gesellschaftskapitals anwesend oder vertreten ist, und in diesem letzten Fall, sofern die Vollmachten diese Befugnis ausdrücklich erwähnen.

Die Generalversammlung der Aktienbesitzer wird nur rechtsverbindlich beraten, wenn die anwesenden oder vertretenen Aktienbesitzer oder diejenigen, die brieflich abgestimmt haben, mindestens die Hälfte der stimmberechtigten Aktien besitzen.

Die Generalversammlung der Aktienbesitzer entscheidet mit der einfachen Mehrheit der Stimmen, über welche die anwesenden oder vertretenen Aktienbesitzer verfügen.

In Sachen Änderung der Satzungen entscheidet die Generalversammlung der Aktienbesitzer unter den in den Artikeln 70 und 70bis der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Mehrheitsbedingungen.

Was die Ernennung zum Verwalter oder Kommissar betrifft, findet eine Stichwahl zwischen den Kandidaten, die die meisten Stimmen erhalten haben, statt, falls kein Kandidat die Mehrheit der Stimmen erhalten hat.

Artikel 28: Vertagung

Was auch immer die Themen der Tagesordnung sind, kann jede Generalversammlung, ob ordentlich oder außerordentlich, auf der Stelle durch den wie oben erwähnt zusammengestellten Vorstand um drei Wochen vertagt werden.

Durch diese Vertagung wird jeglicher gefasster Beschluss aufgehoben.

Die Aktienbesitzer müssen mit derselben Tagesordnung erneut eingeladen werden. Diese neue Versammlung darf nicht mehr vertagt werden.

Artikel 29: Protokolle

Die Protokolle der Generalversammlungen werden durch die Mehrheit der Vorstandsmitglieder und die Aktienbesitzer, die darum bitten, unterzeichnet. Sie werden in einem speziellen am Gesellschaftssitz geführten Register, das aus geklebten und chronologisch nummerierten Blättern besteht, festgehalten.

Die Abschriften oder Auszüge, die vor Gericht oder woanders zu hinterlegen sind, werden durch den Vorsitzenden oder durch zwei Verwalter unterzeichnet.

TITEL V. — Buchführung der Gesellschaft Verteilungen

Artikel 30: Inventare und Jahresabschlüsse

Das Geschäftsjahr fängt am 1. Januar an und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Zu diesem Zeitpunkt stellt der Verwaltungsrat ein Inventar auf und erstellt den Jahresabschluss gemäß dem Gesetz.

Mindestens einen Monat vor der ordentlichen Generalversammlung übermittelt der Verwaltungsrat dem Kommissar-Revisor die Dokumente zusammen mit dem gemäß dem Gesetz erstellten Rechenschaftsbericht. Der Kommissar-Revisor erstellt den im Gesetz vorgesehenen Kontrollbericht.

Der Jahresabschluss und die vorerwähnten Berichte werden den Aktienbesitzern namentlich zusammen mit der Einladung zugeschickt. Jeder Aktienbesitzer darf ein Exemplar davon bei Vorlage seines Titels fünfzehn Tage vor der Versammlung kostenlos erhalten.

Artikel 31: Genehmigung des Jahresabschlusses

Die jährliche Versammlung hört den Rechenschaftsbericht und den Bericht des Kommissar-Revisors an und bespricht den Jahresabschluss.

Die Verwalter beantworten die ihnen durch die Aktienbesitzer gestellten Fragen über ihren Bericht oder über Punkte der Tagesordnung; der Kommissar-Revisor beantwortet die Fragen zu seinem Bericht.

Die jährliche Versammlung befindet über die Verabschiedung des Jahresabschlusses, dies mit der einfachen Mehrheit der Stimmen, die die anwesenden oder vertretenen Aktienbesitzer besitzen.

Nach der Verabschiedung des Jahresabschlusses befindet die Generalversammlung mittels einer Sonderabstimmung über die zu erteilende Entlastung der Verwalter und des Kommissar-Revisors. Diese Entlastung gilt nur, wenn die Bilanz weder Versäumnisse noch falsche Angaben enthält, die die tatsächliche Lage der Gesellschaft verbergen und, was die außerhalb der Satzungen erfolgten Handlungen angeht, wenn sie im Einladungsbrief ausdrücklich angegeben worden sind.

Der Jahresabschluss, der Kontrollbericht und der Rechenschaftsbericht werden innerhalb von dreißig Tagen nach ihrer Verabschiedung durch die Verwalter bei der Belgischen Nationalbank hinterlegt.; die aufgrund des Gesetzes erforderlichen Dokumente werden beigelegt.

Artikel 32: Verteilung

Der Positivsaldo der Ergebnisrechnung, nach Abzug der allgemeinen Unkosten, Soziallasten und Rückstellungen, einschließlich der Steuerrückstellungen sowie der Abschreibungen, stellt den Nettogewinn des Geschäftsjahres dar.

Von diesem Nettogewinn werden zuerst fünf Prozent abgezogen, die der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden; diese Umlage wird nicht mehr erforderlich sein, wenn diese Rücklage ein Zehntel des Kapitals erreichen wird.

Die Verwendung des Saldos wird durch die Generalversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrates frei entschieden, wobei die Generalversammlung den Saldo unter die Aktienbesitzer verteilen oder einer Sonderrücklage zuführen oder auch auf das nächste Jahr übertragen kann, dies ganz oder teilweise.

Es darf keine Verteilung erfolgen, wenn zum Zeitpunkt des letzten Jahresabschlusses das Reinvermögen, so wie es aus dem Jahresabschluss hervorgeht, kleiner als der Betrag des eingezahlten Kapitals zuzüglich der Rücklagen, die laut Gesetz oder Satzungen nicht verteilt werden dürfen, ist oder nach einer solchen Verteilung werden sollte.

Artikel 33: Auszahlung der Dividenden

Die Auszahlung der Dividenden erfolgt zu den Zeitpunkten und an den Orten, die durch den Verwaltungsrat angegeben werden.

Artikel 34: Verlust des Kapitals

§ 1. Wenn infolge von Verlusten das Reinvermögen auf einen Betrag reduziert ist, der kleiner als die Hälfte des Gesellschaftskapitals ist, muss die Generalversammlung innerhalb einer Frist von höchstens zwei Monaten ab dem Zeitpunkt, zu welchem der Verlust festgestellt worden ist bzw. hätte festgestellt werden müssen, einberufen werden, dies gemäß der gesetzlichen oder den mit den Satzungen verbundenen Verpflichtungen, um gegebenenfalls unter Berücksichtigung der für die Abänderung der Satzungen vorgeschriebenen Form über die etwaige Auflösung der Gesellschaft und eventuell über andere in der Tagesordnung angekündigten Maßnahmen zu beraten.

Der Verwaltungsrat rechtfertigt diese Vorschläge in einem Sonderbericht, der zur Verfügung der Aktienbesitzer am Gesellschaftssitz steht, fünfzehn Tage vor der Generalversammlung. Wenn der Verwaltungsrat die Weiterführung der Aktivitäten vorschlägt, erklärt er in seinem Bericht die Maßnahmen, die er zur Sanierung der finanziellen Lage der Gesellschaft zu ergreifen gedenkt. Dieser Bericht wird in der Tagesordnung angekündigt. Eine Abschrift davon wird den Aktienbesitzern zusammen mit dem Einladungsbrief zugeschickt.

§ 2. Die gleichen Regeln werden beachtet, wenn infolge von Verlusten das Reinvermögen auf einen Betrag reduziert ist, der kleiner als ein Viertel des Gesellschaftskapitals ist, in diesem Fall wird aber die Auflösung erfolgen, wenn sie durch ein Viertel der durch die Versammlung abgegebenen Stimmen verabschiedet wird.

§ 3. Wenn infolge von Verlusten das Reinvermögen kleiner als das laut Gesetz für jede Aktiengesellschaft erforderliche Mindestkapital ist, kann jeder Betroffene die Auflösung der Gesellschaft beim Gericht beantragen.

Artikel 35: Liquidation

Falls die Gesellschaft - was auch immer der Grund und die Zeit sind - aufgelöst wird, bezeichnet die Generalversammlung Liquidatoren, deren Befugnisse und Vergütungen sowie die Art der Liquidation gemäß den Artikeln 179 und folgenden der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften sie festsetzt.

Artikel 36: Verteilung des Überschusses aus der Liquidation

Nach der Bezahlung von allen Schulden und Lasten der Gesellschaft oder nach Hinterlegung einer Konsignation für diese Zahlungen wird der Saldo in erster Linie gebraucht werden, um der Wallonischen Region den noch geschuldeten Betrag der gewährten Vorschüsse zu rückzuerstatten.

Danach werden die Aktien in Höhe des ausgezahlten Betrags zurückgezahlt.

Der Überschuss wird zu gleichen Teilen unter alle das Kapital bildenden Aktien verteilt.

Artikel 37: Veröffentlichung

Alle Urkunden, Rechnungen, Veröffentlichungen, Briefe, Bestellscheine und andere Dokumente, die durch die Gesellschaft ausgestellt werden, müssen die nachstehenden Informationen beinhalten:

- 1° die Firmenbezeichnung;
- 2° die Angabe «Société anonyme» oder die Anfangsbuchstaben «S.A.», schön lesbar gedruckt und entweder vor oder hinter der Firmenbezeichnung befindlich;
- 3° die genaue Angabe des Gesellschaftssitzes;
- 4° die Wörter «Registre de Commerce» oder die Anfangsbuchstaben «R.C.» zusammen mit der Angabe des Sitzes des Handelsgerichts, in dessen Zuständigkeitsgebiet die Gesellschaft ihren Gesellschaftssitz hat, gefolgt durch die Eintragungsnummer;
- 5° die für die Anwendung der Mehrwertsteuer (Mwst) vergebene Eintragungsnummer, falls die Gesellschaft mehrwertsteuerpflichtig ist.

TITEL VII. — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 38: Koordinierte Gesetze über die Handelsgesellschaften

Die Bestimmungen der koordinierten Gesetze über die Handelsgesellschaften, von denen durch die oben stehenden Artikel nicht ausdrücklich abgewichen wird, gelten als in den vorliegenden Satzungen geschrieben.

Artikel 39: Wohnsitzwahl

Jeder Aktienbesitzer, Verwalter, Kommissar oder geschäftsführender Verwalter, der nicht in Belgien wohnhaft ist, muss für die Dauer seiner Tätigkeit und für alles, was die Ausführung der vorliegenden Satzungen betrifft, seinen Wohnsitz im Bezirk, in dem sich der Gesellschaftssitz befindet, festlegen.

Falls keine Festlegung des Wohnsitzes der Gesellschaft ordnungsgemäß mitgeteilt wird, wird der Gesellschaftssitz von Rechts wegen als Wohnsitz gelten.

Artikel 40: Unkosten

Die Erschienenen erklären, dass der Betrag der Kosten der ersten Niederlassung, die der Gesellschaft wegen ihrer Gründung zukommen, sich auf ungefähr sechzigtausend franken (60 000 BEF) beläuft.

Artikel 41: Streitfälle B Zuständigkeit

Für alle Streitfälle zwischen der Gesellschaft, den Aktienbesitzern, den Obligationeninhabern, den Verwaltern, dem bzw. den Kommissar(en) und dem Liquidator bezüglich der Geschäfte der Gesellschaft und der Ausführung der vorliegenden Satzungen sind ausschließlich die Gerichte, in deren Zuständigkeitsgebiet sich der Gesellschaftssitz befindet, zuständig, es sei denn die Gesellschaft verzichtet ausdrücklich darauf.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 1836

[C - 99/27467]

1 APRIL 1999. — Decreet houdende oprichting van de publiekrechtelijke N.V. « SARSI » (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Opgericht wordt, onder de naam « Société d'Assainissement et de Rénovation des Sites Industriels dans l'ouest du Brabant wallon » (Vennootschap voor de Sanering en de Vernieuwing van Bedrijfsruimten in het Westen van Waals Brabant), hierna « de Vennootschap » genoemd, een publiekrechtelijke naamloze vennootschap die de sanering, de vernieuwing en de inrichting van afgedankte bedrijfsruimten gelegen op het grondgebied van de gemeenten Kasteelbrakel, Itter, Clabecq en Tubeke als doel heeft.

Die rechtspersoon vervangt de naamloze vennootschap met dezelfde naam, waarvan de zetel Ferme du Landas, Parc d'activités économiques, rue Léon Champagne, 3 te Tubeke gelegen is, en die in het handelsregister van Nijvel onder het nummer 84301 ingeschreven is.

Art. 2. Behalve de uit de bepalingen van dit decreet voortkomende afwijkingen, valt de vennootschap onder de gecoördineerde wetten op de handelsmaatschappijen.

De eerste statuten worden bij dit decreet gevoegd. De statutaire wijzigingen, met inbegrip van die welke ontbinding van de vennootschap meebrengen, worden door de algemene vergadering aangenomen en behoeven de goedkeuring van de Regering.

Art. 3. De mogelijke aandeelhouders van de vennootschap zijn :

- 1° het Waalse Gewest;
- 2° elke andere publiekrechtelijke persoon;
- 3° elke vennootschap waarvan het kapitaal rechtstreeks of onrechtstreeks gehouden wordt door het Waalse Gewest en/of door elke andere publiekrechtelijke persoon ten belope van ten minste 50 %;
- 4° elke andere privaatrechtelijke persoon.

Wat de samenstelling van het kapitaal ook moge zijn, wordt de meerderheid van de mandaten voor de raad van bestuur toegekend aan kandidaten voorgedragen door de in het eerste lid, punten 1° tot 3°, van dit artikel bedoelde aandeelhouders.

Art. 4. § 1. De vennootschap valt onder het toezicht van de Regering, dat uitgeoefend wordt door bemiddeling van een door laatstgenoemde aangewezen commissaris.

§ 2. De commissaris van de Regering woont met raadgevende stem de vergaderingen van de raad van bestuur bij. Hij mag op elk ogenblik ter plaatse inzage nemen van de boeken, de briefwisseling, de notulen en in het algemeen van alle geschriften van de vennootschap. Hij mag van de bestuurders en personeelsleden alle verklaringen en inlichtingen vereisen alsook alle onderzoeken doen die hij acht noodzakelijk te zijn voor de uitvoering van zijn mandaat.

§ 3. De commissaris mag bij de Regering een beroep indienen tegen elke beslissing van de vennootschap die hij acht tegenstrijdig te zijn met de wet of het algemeen belang. Dat beroep heeft schorsende kracht. Het moet binnen een termijn van tien dagen worden ingesteld.

Die termijn loopt hetzij vanaf de dag van de vergadering van de raad van bestuur waarin de beslissing werd aangenomen, voor zover de commissaris daar regelmatig voor opgeroepen werd, hetzij, in alle andere gevallen, de dag waarop de commissaris inzage heeft genomen van de aangenomen beslissing.

De Regering mag de akte vernietigen binnen een termijn van dertig dagen die vanaf dezelfde datum loopt. Bij gebreke daarvan wordt de schorsing opgeheven en wordt de beslissing definitief.

Art. 5. De inkomsten van de vennootschap bestaan uit :

- 1° de uit haar activiteiten voortkomende inkomsten, o.a. de opbrengst van haar vermogen;
- 2° het produkt van leningen en van alle financiële verrichtingen;
- 3° het bedrag van de toelagen, subsidies, voorschotten, leningen en andere financiële voordelen toegekend door het openbaar bestuur of door openbare instellingen.

Art. 6. De boekhouding van de vennootschap wordt gevoerd overeenkomstig de wetgeving betreffende de boekhouding van de ondernemingen.

Het kadastrale inkomen van de goederen van de vennootschap wordt vrijgesteld van de onroerende voorheffing voor zover die goederen zelf onproductief zijn.

Art. 7. Met machtiging van de Regering mag de vennootschap in haar naam en voor haar rekening overgaan tot onteigeningen wegens openbaar nut.

Behalve de gevallen bedoeld in andere wettelijke of decretale voorschriften mogen die onteigeningen betrekking hebben op onroerende goederen die binnen de perimeter van een afgedankte bedrijfsruimte liggen of binnen een perimeter voor stadsheropleving of Brenovatie.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 1 april 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999*

Stukken van de Raad 482 (1998-1999) nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 17 maart 1999.

Bespreking - Stemming.

—
Bijlage

Gecoördineerde statuten

Vennootschap opgericht overeenkomstig een akte gekregen door Meester Jean Dandois op 29 april 1997, te Tubeke, bekendgemaakt in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* met ingang van 21 mei 1997 onder het nummer 970521-71

Statuten die voor het laatst gewijzigd zijn door een akte van Meester Etienne Derijcke met ingang van 25 augustus 1997, te Tubeke, bekendgemaakt in de Bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* met ingang van 17 september 1997 onder het nummer 970917-234

TITEL I. — Aard van de vennootschap

Artikel 1 : Vorm — Benaming

Opricht wordt een naamloze vennootschap onder de benaming « Société d'Assainissement et de Rénovation des Sites Industriels dans l'ouest du Brabant wallon », afgekort : « SARSI ».

Artikel 2 : Maatschappelijke zetel

De zetel van de vennootschap is gelegen te Tubeke (Saintes), Ferme du Landas — Parc d'Activités Economiques.

Hij mag naar om het even welke gemeente van de Provincie Waals Brabant worden overgeplaatst bij beslissing van de Raad van Bestuur die in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De Raad van Bestuur beschikt over alle bevoegdheden betreffende die verandering van zetel in de statuten.

Artikel 3 : Maatschappelijk doel

De Vennootschap heeft de sanering, de vernieuwing en de inrichting van afgedankte bedrijfsruimten in het Westen van Waals Brabant (Tubeke, Itter, Kasteelbrakel, Rebecq) als doel.

De vennootschap mag allerhande industriële, handels-, burgerlijke, financiële, roerende en onroerende verrichtingen vervullen die, rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of gedeeltelijk, betrekking hebben op haar maatschappelijk doel of die van dien aard zijn dat de verwezenlijking daarvan vergemakkelijkt of bevorderd wordt zowel in België als in het buitenland. Zij mag met name borg staan en elk zakelijk recht op een site verwerven of bezitten alsook elk zakelijk of persoonlijk recht op een site overdragen aan een derde.

De vennootschap mag door alle middelen belang nemen, met name door middel van inbreng, overdracht, fusie, inschrijving, deelname, financiële bijdrage in alle bestaande of op te richten vennootschappen, ondernemingen of zaken met een identiek, analoog, gelijksoortig of aanverwant doel of een doel van dien aard dat de verwezenlijking van haar eigen doel bevorderd wordt.

Artikel 4 : Duur

De vennootschap wordt voor een onbepaalde duur opgericht.

Ze kan op elk ogenblik worden ontbonden bij beslissing van de Algemene Vergadering van de aandeelhouders, die op dezelfde wijze beraadslaagt als inzake wijzigingen van de statuten.

TITEL II. — Maatschappelijk fonds

Artikel 5 : Kapitaal

Het aanvankelijke maatschappelijk kapitaal wordt op vijf miljoen frank (5 000 000 BEF) vastgesteld.

Het bestaat uit vijfduizend (5000) ingeschreven aandelen zonder aangewezen nominale waarde, met gelijk recht en in geld volgestort.

Artikel 6 : Inschrijving in geld

Bij de oprichting van de vennootschap werd het maatschappelijk kapitaal op twee miljoen vijfhonderdduizend frank vastgesteld. Het bestaat uit tweeduizend vijfhonderd (2.500) ingeschreven aandelen zonder aangewezen nominale waarde en in geld volgestort.

Volgens de beslissing van de Buitengewone Algemene Vergadering van 25.08.1997 werd het maatschappelijk kapitaal verdubbeld zodat het van twee miljoen vijfhonderdduizend frank verhoogd werd tot vijf miljoen frank (5 000 000 BEF), door de oprichting van tweeduizend vijfhonderd nieuwe ingeschreven aandelen, identiek met de vorige wat het genot betreft en in geld volgestort.

Artikel 7 : Wijziging van het kapitaal

§ 1. Het kapitaal mag worden verhoogd of verminderd bij beslissing van de Algemene Vergadering die onder de vereiste voorwaarden voor de wijzigingen van de statuten beraadslaagt.

§ 2. In geval van kapitaalverhoging door inbreng van geld genieten de aandeelhouders een recht op voorkeurinschrijving.

Het recht op voorkeurinschrijving mag alleen aan een derde worden overgedragen door een aandeelhouder onder identieke voorwaarden met die welke toepasselijk zijn op de effecten waaraan dit recht verbonden is overeenkomstig artikel 9 van de statuten.

Het openstellen van de inschrijving en de termijn voor de uitoefening van het recht op voorkeurinschrijving worden door de Algemene Vergadering vastgesteld.

Die termijn mag in geen geval lager zijn dan drie maanden. Het openstellen van de inschrijving, de termijn voor de uitoefening van het recht op voorkeurinschrijving alsook de prijs waartegen de nieuwe aandelen aan de aandeelhouders bij voorkeur worden aangeboden, worden hen bij aangetekende brief meegedeeld.

Na de voorziene termijn voor de uitoefening van het recht op voorkeurinschrijving en indien de kapitaalverhoging niet volkomen ingeschreven zou zijn als gevolg van de uitoefening van dit recht, kunnen de aandeelhouders die hun recht op voorkeurinschrijving volkomen hebben uitgeoefend, opnieuw inschrijven.

Als hun openstellingen betrekking hebben op een aantal aandelen dat hoger is dan het aantal aandelen waarvoor het inschrijvingsrecht niet bij de eerste inschrijvingsmogelijkheid werd uitgeoefend, worden de verschillende aanbiedingen evenredig verminderd.

Als hun openstellingen daarentegen betrekking hebben op een aantal aandelen dat lager is dan het aantal aandelen waarvoor het inschrijvingsrecht niet bij de eerste inschrijvingsmogelijkheid werd uitgeoefend, moet de Raad van Bestuur beslissen of de derden kunnen bijdragen tot de kapitaalverhoging ofwel of de inschrijvingsrechten naar evenredigheid van het met hun aandelen overeenkomstige kapitaalgedeelte worden uitgeoefend door de oude aandeelhouders die hun recht volkomen hebben uitgeoefend.

Het recht op voorkeurinschrijving mag echter worden beperkt of afgeschaft door de Algemene Vergadering die in het maatschappelijk belang beslist en zoals inzake wijzigingen van de statuten.

Artikel 8 : Opvraging van storting

Het niet volgestorte saldo van het kapitaal wordt door de Raad van Bestuur opgevraagd op de tijdstippen die hij bepaalt.

De aandeelhouder die, na een bij aangetekende brief toegestuurde opzeggingstermijn, ten achteren is met de stortingen, moet de vennootschap een rente vergoeden tegen de wettelijke rentevoet verhoogd met twee percent per jaar vanaf de dag van de opeisbaarheid van de storting.

De Raad van Bestuur mag echter, na een tweede advies dat gedurende één maand zonder resultaat is gebleven, het verval van de aandeelhouder uitspreken of zijn effecten verkopen door tussenkomst van een wisselagent, onverminderd het recht hem het verschuldigde bedrag alsook alle schadevergoeding te eisen. De effecten worden eerst aan de andere aandeelhouders aangeboden naar evenredigheid van het aantal effecten die ze bezitten.

De uitoefening van het stemmingsrecht betreffende de aandelen waarop de stortingen niet zijn uitgevoerd, wordt geschorst zo lang als die regelmatig opgevraagde en opeisbare stortingen niet zijn uitgevoerd.

Artikel 9 : Aard van de effecten

De aandelen zijn en blijven op naam.

Op de sociale zetel wordt een aandelenregister bijgehouden met nauwkeurige gegevens betreffende elke vennoot en het aantal aandelen die hij bezit. Elke vennoot of belanghebbende derde mag daarvan inzage nemen.

Die krijgt op zijn verzoek een getuigschrift op naam, genomen uit het register en ondertekend door de Voorzitter van de Raad van Bestuur of een Ondervoorzitter, waarin het aantal aandelen die hij in de vennootschap bezit, is vermeld.

Die getuigschriften mogen in geen geval aan toonder of aan order zijn.

De overdrachten of overgangen van aandelen worden met hun datum in het register ingeschreven; die worden ondertekend door de overdrager of de overnemer, of door hun gemachtigde, in geval van overdracht onder levende personen; door de Voorzitter van de Raad van Bestuur of een Ondervoorzitter, en door de rechthebbenden of hun gemachtigde in geval van overgang wegens overlijden.

De overdrachten en overgangen hebben geen gevolg t.o.v. de vennootschap vóór hun inschrijving in dit register.

Alleen het aandelenregister getuigt van het bezit van de aandelen.

Artikel 10 : Overdracht van de effecten

A. Overdracht van aandelen onder aandeelhouders of ten bate van een vennootschap die tot dezelfde groep behoort als de overdragende aandeelhouder

§ 1. De overdrachten van aandelen onder aandeelhouders alsook de overdrachten door een aandeelhouder aan een vennootschap die tot dezelfde groep behoort, zijn vrij, met inachtneming van de in § 2 bedoelde formaliteiten.

Onder « vennootschap die tot dezelfde groep behoort als de overdragende aandeelhouder » wordt verstaan elke vennootschap die op deze aandeelhouder « toezicht houdt » of elke vennootschap die « onder zijn toezicht valt » of die met hem onder een gemeenschappelijk toezicht valt.

Onder « toezicht » wordt verstaan dat een natuurlijke persoon of een vennootschap rechtstreeks of onrechtstreeks een deelneming in een andere vennootschap bezit die meer dan de helft van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigt of een deelneming waaraan een stemmingsbevoegdheid verbonden is die gelijk is aan meer dan de helft van de stemmen verbonden aan het geheel van de door die vennootschap uitgegeven aandelen, of dat een natuurlijke persoon of een vennootschap, in rechte of feitelijk, een beslissende invloed kan uitoefenen op de aanwijzing van ten minste de helft van de bestuurders van een andere vennootschap of op de oriëntering van haar beheer.

De in deze paragraaf bedoelde overdrachten van aandelen moeten voorzien in de ontbinding van de overdracht alsook in de regels voor de uitvoering daarvan onder partijen als de overdragende vennootschap aan de bovenvermelde voorwaarden niet meer zou voldoen.

Die ontbinding heeft echter geen terugwerkende kracht t.o.v. de vennootschap.

§ 2. De aandeelhouder die geheel of gedeelte van zijn aandelen heeft overgedragen in het kader van de in § 1 bedoelde overdrachten moet de Raad van Bestuur daarvan in kennis stellen binnen een termijn van twee maanden.

B. Recht van voorkoop van de aandeelhouders voor alle overdrachten van aandelen die verschillend zijn van degene bedoeld in punt A

§ 1. Elke aandeelhouder die aandelen wenst over te dragen, moet eerst de andere aandeelhouders voorstellen de aandelen waarvan de overdracht overwogen wordt, te verwerven volgens de regels en onder de voorwaarden bedoeld in § 2.

§ 2. De aandeelhouder die geheel of gedeelte van zijn aandelen wenst over te dragen, moet bij ter post aangetekende brief de Raad van Bestuur in kennis stellen van het aantal aandelen waarvan de overdracht overwogen wordt, van de voorwaarden van die geplande overdracht en van de identiteit van de kandidaat-overnemer.

De Raad van Bestuur geeft kennis van het aanbod aan de andere aandeelhouders binnen een maximumtermijn van vijftien dagen.

Binnen een termijn van drie maanden vanaf de kennisgeving moeten de aandeelhouders hun recht van voorkoop per aan de Raad van Bestuur gerichte kennisgeving uitoefenen onverminderd het recht afstand te doen van hun recht van voorkoop vóór het verstrijken van die termijn.

Het recht van voorkoop wordt uitgeoefend naar evenredigheid van het aantal aandelen die ze bezitten.

Na het verstrijken van die termijn van drie maanden moet de Raad van Bestuur andere aandeelhouders dan de overnemer, in kennis stellen van het aantal effecten waarvoor het recht van voorkoop niet uitgeoefend werd. Binnen dertig dagen vanaf die kennisgeving moeten de aandeelhouders het aantal overblijvende effecten die ze wensen te verwerven, meedelen aan de Raad van Bestuur.

Als de over te dragen aandelen niet evenredig kunnen worden verdeeld, worden de overtollige aandelen stuk voor stuk bij loting door de Raad van Bestuur verdeeld onder de aandeelhouders die het aanvragen. De aandelen mogen in geen geval gesplitst worden.

Als de aanbiedingen die van de verschillende aandeelhouders uitgaan, betrekking hebben op een aantal aandelen dat hoger is dan het aantal aandelen waarvoor het recht van voorkoop niet uitgeoefend werd, worden de verschillende aanbiedingen evenredig verminderd ten bate van de verschillende aandeelhouders.

De prijs wordt betaald overeenkomstig de door de voorgenomen overnemer aanvaarde regels die door de overdrager aan de Raad van Bestuur worden meegedeeld.

Als de aanbiedingen die van de verschillende aandeelhouders uitgaan, daarentegen betrekking hebben op een aantal aandelen dat lager is dan het aantal aandelen waarvoor het recht van voorkoop niet uitgeoefend werd, mag de kandidaat-overnemer het geheel van de betekende aandelen overdragen voor zover de overdracht verricht wordt ten gunste van de in de kennisgeving vermelde derde en tegen de vastgestelde prijs of onder voorwaarden die niet voordeliger kunnen zijn dan die bedoeld in de kennisgeving.

De kandidaat-overnemer mag die gedeeltelijke aanbiedingen echter aanvaarden.

§ 3. Als de in het laatste lid van de tweede paragraaf bedoelde overdracht niet uitgevoerd wordt binnen zes maanden vanaf het verstrijken van de in § 2 bedoelde termijn van drie maanden, is de in §§ 1 en 2 bedoelde procedure opnieuw van toepassing.

§ 4. De inschrijving van de overdracht in het register van de aandelen op naam wordt uitgevoerd bij de eerste betaling in mindering van de aankoopprijs.

§ 5. De aandelen worden verworven tegen de door de overnemer voorgestelde prijs of, bij gebrek aan akkoord over die prijs, tegen de prijs vastgesteld door een deskundige die in onderlinge overeenstemming door de partijen aangewezen is, of bij gebrek aan akkoord over de deskundige, door de Voorzitter van de Rechtbank van Eerste Aanleg.

§ 6. De verwerver moet de prijs binnen dertig dagen na te zijn bepaald betalen tenzij de partijen omtrent een andere termijn overeenkomen. Na die termijn moet de overnemer een rente betalen die gelijk is aan de wettelijke rentevoet, van rechtswege en zonder aanmaning.

C. Toepassingsgebied

De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op alle gevallen van overdracht of overgang van aandelen, met inbegrip van de verdeling van aandelen als gevolg van de ontbinding van een aandeelhoudersvennootschap, van splitsing, van aanbesteding op beslag, enz.

D. Kennisgeving

Alle kennisgevingen, mededelingen of adviezen uitgevoerd overeenkomstig dit artikel worden bij aangetekende brief met ontvangstbewijs gestuurd en langs de luchtweg als de geadresseerde buiten de E.E.G. gevestigd is. De termijnen lopen vanaf het afgeven van de brief ter post op grond van een ontvangstbewijs. De brieven kunnen op geldige wijze aan de aandeelhouders worden toegestuurd op het laatste bekende adres van de vennootschap.

Artikel 11 : Obligaties

§ 1. De vennootschap mag al dan niet hypothecaire obligaties uitgeven bij beslissing van de Algemene Vergadering van de aandeelhouders.

De Raad van Bestuur bepaalt het soort rente en de rentevoet, de wijze en het tijdstip van de terugbetalingen, alsook alle andere voorwaarden voor het uitgeven van obligaties.

§ 2. Het uitgeven van converteerbare obligaties of met inschrijvingsrecht kan door de Algemene Vergadering worden beslist onder de wettelijke voorwaarden.

TITEL III. — Bestuur en toezicht

Artikel 12 : Samenstelling van de raad van bestuur

§ 1. De Raad van Bestuur van de vennootschap bestaat uit ten minste drie leden die voor een maximumduur van zes jaar worden benoemd door de Algemene Vergadering en die op elk ogenblik ontslagen kunnen worden.

Als een rechtspersoon tot bestuurder wordt benoemd, zal hij een natuurlijke persoon aanwijzen door de tussenkomst van wie hij zijn ambt van bestuurder zal uitoefenen.

§ 2. De bestuurders zijn herbenoembaar. Het mandaat van de niet herbenoemde uittredende bestuurders wordt onmiddellijk beëindigd nadat de Algemene Vergaderingen de bestuurders heeft herbenoemd.

Artikel 13 : Vacature

In geval van vacature van één of meerdere ambten van bestuurder wegens overlijden, ontslag of een andere oorzaak, kunnen de overblijvende bestuurders die ambten tijdelijk waarnemen.

In dit geval gaat de Algemene Vergadering op haar eerste bijeenkomst over tot de definitieve beslissing.

De onder de voornoemde voorwaarden aangewezen bestuurder wordt benoemd voor de tijd die noodzakelijk is voor de voltooiing van het mandaat van de bestuurder die hij vervangt.

Artikel 14 : Voorzitterschap — Vergadering van de raad van bestuur

§ 1. De Raad van Bestuur verkiest onder zijn leden een Voorzitter, twee Ondervoorzitters en een Afgevaardigd Bestuurder. De Voorzitter en de Afgevaardigd Bestuurder worden gekozen onder de bestuurders die de « S.D.O. » vertegenwoordigen.

§ 2. De Raad van Bestuur komt bijeen zo vaak als het belang van de vennootschap het vereist, ingevolge oproeping van zijn Voorzitter of van ten minste twee van zijn leden.

De oproepingen moeten ten minste acht dagen vóór de vergadering per brief, telegram, fax of telex worden opgestuurd naar elke bestuurder behalve in geval van dringende noodzakelijkheid. De aanwezigheid of de vertegenwoordiging van de bestuurders op de vergadering dekt het gebrek aan die formaliteit.

De punten op de agenda worden in de oproepingen aangegeven.

De vergaderingen worden gehouden op de in de oproepingen aangegeven plaats.

Elke bestuurder mag een collega per brief, telegram, fax, telex machtigen om hem te vertegenwoordigen op een bepaalde vergadering van de Raad en in zijn plaats te stemmen.

Elke bestuurder mag echter niet meer dan één collega vertegenwoordigen en er moet een bijzonder mandaat zijn voor elke zitting.

Artikel 15 : Beraadslaging — Meerderheden

§ 1. De Raad van Bestuur mag alleen op geldige wijze beraadslagen en beslissen over de zaken die op de agenda staan en als de meerderheid van de leden aanwezig zijn of vertegenwoordigd worden.

§ 2. De beslissingen van de Raad van Bestuur worden met de eenvoudige meerderheid van stemmen genomen en de stem van de Voorzitter beslist.

§ 3. De bestuurder van wie het belang in een verrichting die de goedkeuring van de Raad behoeft, tegenstrijdig is met dat van de vennootschap, moet de Raad daar op de hoogte van brengen en die verklaring vermelden in de notulen.

Hij mag niet aan die beraadslaging deelnemen.

Op de eerste Algemene Vergadering, vóór elke stemming over andere besluiten, wordt bijzonder verslag gegeven over de verrichtingen waarin een bestuurder een belang heeft genomen dat tegenstrijdig is met dat van de vennootschap.

Als, op een zitting van de Raad van Bestuur met de vereiste meerderheid om op geldige wijze te beraadslagen, één of meerdere bestuurders zich krachtens de bovenvermelde leden onthouden, worden de besluiten op geldige wijze genomen met de meerderheid van stemmen van de andere aanwezige of vertegenwoordigde leden.

Artikel 16 : Notulen

De beraadslagingen van de Raad van Bestuur worden genotuleerd en door ten minste de meerderheid van de aanwezige leden ondertekend.

De notulen worden in een bijzonder register ingeschreven dat mag bestaan uit gekleefde en chronologisch genummerde bladen.

De in rechte of elders over te leggen afschriften of uittreksels zijn ondertekend door de Voorzitter of twee bestuurders.

Artikel 17 : Bevoegdheden van de raad van bestuur

De Raad van Bestuur heeft de ruimste bevoegdheden voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel, met uitzondering van die welke door de wet of door voorliggende statuten uitdrukkelijk voorbehouden zijn aan de Algemene Vergadering van de aandeelhouders, onverminderd de door de Raad van Bestuur opgedragen bijzondere mandaten die in voorkomend geval de authentieke vorm aannemen, en onverminderd wat volgt inzake het dagelijks beheer.

Artikel 18 : Vertegenwoordiging

§ 1. Onverminderd de voorschriften van het hiernavolgende artikel 19 en de door de Raad van Bestuur besliste bevoegdheidsoverdrachten, wordt de vennootschap t.o.v. derden vertegenwoordigd door twee bestuurders en met name in de akten waaraan een openbaar of ministerieel ambtenaar meewerkt, alsook in rechte, zowel in de hoedanigheid van aanvrager als in die van verweerder.

De bestuurders moeten in geen geval een voorafgaande beslissing van de Raad van Bestuur rechtvaardigen.

§ 2. De Raad van Bestuur mag bijzondere mandaten opdragen, die in voorkomend geval de authentieke vorm aannemen, aan elke binnen of zelfs buiten de vennootschap gekozen persoon.

Artikel 19 : Bezoldigingen

De gewone en gerechtvaardigde uitgaven die de bestuurders in de uitoefening van hun ambt hebben gemaakt, worden hen terugbetaald en geboekt in de algemene kosten.

Het mandaat van de bestuurders is kosteloos.

De Raad van Bestuur mag echter beslissen een bezoldiging toe te kennen aan de bestuurders die echte en vaste ambten uitoefenen. De Raad van Bestuur bepaalt het beginsel en het bedrag van die bezoldigingen. Hetzelfde geldt voor de bestuurders die met bijzondere opdrachten belast zijn.

Artikel 20 : Dagelijks beheer

§ 1. Het dagelijks beheer van de vennootschap alsook de vertegenwoordiging wat betreft dit beheer wordt door de Raad van Bestuur opgedragen aan de Voorzitter en aan de Afgevaardigd Bestuurder die alleen of samen handelen overeenkomstig de bevoordingen van de bevoegdheidsoverdracht.

Onder dagelijks beheer worden verstaan de akten ter uitvoering van de door de Raad van Bestuur vastgestelde richtlijn alsook die welke elke dag vervuld moeten worden om te zorgen voor de gang van de maatschappelijke zaken met, o.a., de bewarende maatregelen, de afhandeling van de lopende zaken alsook de uitvoering van de door de Algemene Vergadering of de Raad van Bestuur genomen beslissingen.

De personen aan wie het dagelijks beheer is opgedragen mogen, in het kader van dit beheer, bijzondere en bepaalde bevoegdheden opdragen aan elke gemachtigde.

§ 2. Die opdracht wordt vervuld onder de controle en het toezicht van de Raad van Bestuur en met inachtneming van het door die Raad vastgestelde algemene beleid.

§ 3. De personen aan wie het dagelijks beheer is opgedragen moeten regelmatig en onmiddellijk de leden van de Raad van Bestuur in kennis stellen van alle feiten en gegevens die de gang van zaken van de vennootschap op merkbare wijze kunnen beïnvloeden.

Artikel 21 : Toezicht

Eén of meerdere commissarissen, gekozen onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren en benoemd door de Algemene Vergadering, zijn belast met het toezicht op de financiële toestand alsook op de regelmatigheid bij het opmaken van jaarrekeningen.

De Algemene Vergadering bepaalt de emolumenten van de commissaris-revisor met inachtneming van de door het Instituut der Bedrijfsrevisoren opgemaakte herzieningsnormen.

TITEL IV. — Algemene vergadering**Artikel 22 : Samenstelling en bevoegdheden**

De regelmatig opgerichte Algemene Vergadering vertegenwoordigt de algemeenheid van de aandeelhouders.

De Algemene Vergadering heeft de door de wet en de statuten erkende

bevoegdheden. De door de Algemene Vergadering genomen beslissingen zijn bindend jegens alle aandeelhouders, zelfs jegens degenen die afwezig zijn of die daar niet mee instemmen.

Artikel 23 : Vergadering

De Gewone Algemene Vergadering komt jaarlijks bijeen op de derde vrijdag van april om vier uur.

Als die dag een feestdag is, vindt de Vergadering plaats op de volgende weekdag.

De Algemene Vergadering kan in buitengewone vergadering worden bijeengeroepen telkens als het belang van de vennootschap het vereist.

Zij moet worden bijeengeroepen op aanvraag van aandeelhouders die samen één vijfde van de kapitaal aandelen vertegenwoordigen. De aanvraag om oproeping moet naar de Raad van Bestuur worden gestuurd en moet de in de agenda van de Vergadering in te schrijven zaken vermelden.

De Gewone of Buitengewone Algemene Vergaderingen vinden plaats op de maatschappelijke zetel of op elke andere plaats in België die de Raad van Bestuur bepaalt en die in de oproepingen wordt aangegeven.

Artikel 24 : Oproepingen

De Algemene Vergadering komt bijeen ingevolge oproeping van de Raad van Bestuur of van twee bestuurders die samen handelen.

De oproepingen voor de Algemene Vergaderingen worden opgemaakt overeenkomstig de bepalingen van het artikel 70 en krachtens de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

De oproepingen op de jaarlijkse Algemene Vergadering moeten onder de zaken van de agenda het volgende aangeven : de bespreking van het door de Raad van Bestuur opgemaakte beheersverslag en die van het door de commissaris-revisor opgemaakte toezichtverslag, overeenkomstig de wet, alsook de bespreking en de goedkeuring van de jaarrekeningen, de aan de bestuurders en de commissaris-revisor te verlenen kwijting, de herverkiezing en de vervanging van de uitredende of ontbrekende bestuurders en commissarissen-revisoren. Als alle aandeelhouders ermee ingestemd hebben bijeen te komen en als ze op de vergadering aanwezig zijn of vertegenwoordigd worden, wordt die echter regelmatig opgericht zelfs als er geen oproeping is geweest of als de termijnen niet in acht zijn genomen.

Artikel 25 : Vertegenwoordiging

§ 1. Elke aandeelhouder mag zich op de Vergadering laten vertegenwoordigen door een gemachtigde die zelf aandeelhouder is en die beschikt over het stemmingsrecht op de Vergadering.

De rechtspersonen mogen echter worden vertegenwoordigd door een gemachtigde die geen aandeelhouder is.

§ 2. De Raad van Bestuur - of, in voorkomend geval, beide bestuurders - die de Algemene Vergadering bijeenroep, mag de formules van de volmachten vaststellen en vereisen dat die vijf dagen vóór de Algemene Vergadering op de aangegeven plaats worden afgegeven. De volmachten moeten schriftelijk zijn en de punten in de agenda van de Algemene Vergadering aangeven.

§ 3. De medeëigenaren, de vruchtgebruikers en de blote eigenaars, de schuldeisers en de pandhoudende schuldenaren moeten zich respectievelijk laten vertegenwoordigen door éénzelfde persoon. Bij gebrek aan overeenstemming tussen de blote eigenaar(s) en de vruchtgebruiker(s), is de vruchtgebruiker (of de gemachtigde van de vruchtgebruikers) de enige die de rechthebbenden op geldige wijze vertegenwoordigt.

Artikel 26 : Bureau

De Voorzitter van de Raad van Bestuur of, bij gebrek, een Ondervoorzitter, is belast met het voorzitterschap van elke Algemene Vergadering.

De secretaris, die niet noodzakelijk aandeelhouder moet zijn, wordt door de Voorzitter aangewezen.

Twee stemopnemers worden onder de aandeelhouders of hun gemachtigden gekozen door de Vergadering.

De aanwezige bestuurders vullen het bureau aan.

Artikel 27 : Beraadslaging

Een aanwezigheidslijst met de naam van de aandeelhouders en het aantal effecten waarvoor ze wensen aan de stemming deel te nemen, wordt door elk lid of zijn gemachtigde ondertekend alvorens zitting te nemen.

Geen Vergadering mag beraadslagen over zaken die niet op de agenda staan behalve als het geheel van het maatschappelijk kapitaal aanwezig is of vertegenwoordigd wordt en, in dat laatste geval, voor zover de volmachten die bevoegdheid uitdrukkelijk aangeven.

De Algemene Vergadering van de aandeelhouders mag op geldige wijze beraadslagen voor zover de aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouders of degenen die per brief hebben gestemd, ten minste de helft van de aandelen waaraan het stemmingsrecht verbonden is, bezitten.

De Algemene Vergadering van de aandeelhouders beslist met de eenvoudige meerderheid van stemmen die de aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouders bezitten.

Wat betreft de wijzigingen van de statuten, beslist de Algemene Vergadering onder de meerderheidsvoorwaarden bedoeld in de artikelen 70 en 70bis van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Voor de benoeming van bestuurder en commissaris, als geen kandidaat de meerderheid van stemmen krijgt, wordt een herstemming georganiseerd tussen de kandidaten die het grootste aantal stemmen hebben gekregen.

Artikel 28 : Verlenging

Wat de zaken in de agenda ook moge zijn, mag elke Algemene, Gewone of Buitengewone Vergadering onmiddellijk met drie weken verlengd worden door het op de bovenvermelde wijze samengestelde bureau.

Die verlenging vernietigt elke genomen beslissing.

De aandeelhouders moeten opnieuw met behoud van de agenda worden bijeengeroepen. Die nieuwe Vergadering mag niet meer worden verlengd.

Artikel 29 : Notulen

De notulen van de Algemene Vergaderingen worden ondertekend door de meerderheid van de bureauleden en door de aandeelhouders die daarom vragen. Zij worden ingeschreven in een bijzonder register dat op de zetel van de vennootschap wordt bijgehouden en dat mag bestaan uit gekleefde en chronologisch genummerde bladen.

De in rechte of elders over te leggen afschriften of uittreksels zijn ondertekend door de Voorzitter of twee bestuurders.

TITEL V. — Maatschappelijke geschriften - Verdeling

Artikel 30 : Inventaris en jaarrekeningen

Het boekjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december van elk jaar. Op die datum worden een inventaris alsook de jaarrekeningen door de Raad van Bestuur opgemaakt overeenkomstig de wet.

Ten minste één maand vóór de Gewone Algemene Vergadering bezorgt de Raad van Bestuur de stukken, samen met het overeenkomstig de wet opgemaakte beheersverslag, aan de commissaris-revisor. Het door de wet bedoelde toezichtverslag wordt door laatstgenoemde opgemaakt.

De jaarrekeningen en de hierboven bedoelde verslagen worden samen met de oproeping gericht aan de houders van aandelen op naam. Elke aandeelhouder mag vijftien dagen vóór de Vergadering een kosteloos exemplaar krijgen op vertoon van zijn effect.

Artikel 31 : Goedkeuring van de jaarrekeningen

De jaarlijkse Vergadering hoort het beheersverslag alsook het verslag van de commissaris-revisor en bespreekt de jaarrekeningen.

De bestuurders antwoorden op de door de aandeelhouders gestelde vragen over hun verslag of over punten die in de agenda zijn vermeld en de commissaris-revisor antwoordt op die welke betrekking hebben op zijn verslag.

De jaarlijkse Vergadering beslist over de goedkeuring van de jaarrekeningen, met de eenvoudige meerderheid van de stemmen waarover de aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouders beschikken.

Na de goedkeuring van de balans spreekt de Algemene Vergadering zich door bijzondere stemming uit over de aan de bestuurders en de commissaris-revisor te verlenen kwijting. Die kwijting is geldig voor zover de balans geen verzuim of verkeerde vermelding bevat waarbij de werkelijke toestand van de vennootschap wordt verborgen en, wat betreft de buiten de statuten opgemaakte akten, op voorwaarde dat die bepaaldelijk in de oproeping werden aangegeven.

De jaarrekeningen, het toezichtverslag en het beheersverslag worden binnen dertig dagen vanaf hun goedkeuring door de bestuurders gestuurd aan de Nationale Bank van België samen met de door de wet vereiste stukken.

Artikel 32 : Uitkering

Het gunstige overschot van de resultatenrekening, met aftrek van de algemene kosten, sociale lasten en voorzieningen, met inbegrip van de fiscale voorzieningen alsook de aflossingen, maken de netto winst van het boekjaar uit.

Van die netto winst worden eerst vijf percent afgenomen voor de wettelijke reserve; die afhouding is verplicht totdat die reserve het tiende van het maatschappelijk kapitaal bedraagt.

Op voorstel van de Raad van Bestuur mag de Algemene Vergadering het saldo onder de aandelen verdelen, voor een fonds van buitengewone reserve bestemmen ofwel geheel of gedeeltelijk worden verrekend.

Er mag geen enkele uitkering uitgevoerd worden als, op de datum van afsluiting van het laatste boekjaar, het uit de jaarrekeningen voortkomende netto-actief, ten gevolge van zo'n uitkering, lager was of werd dan het bedrag van het volgestorte kapitaal, verhoogd met alle reserves waarvoor de uitkering niet wordt toegestaan overeenkomstig de wet of de statuten.

Artikel 33 : Betaling van de dividenden

De dividenden worden betaald op de door de Raad van Bestuur aangewezen tijdstippen en plaatsen.

Artikel 34 : Kapitaalverlies

§ 1. Indien, als gevolg van verliezen, het netto-actief verminderd wordt tot een bedrag dat lager is dan de helft van het maatschappelijk kapitaal, moet de Algemene Vergadering bijeenkomen binnen een termijn van hoogstens twee maanden vanaf het ogenblik waarop het verlies vastgesteld werd of zou moeten zijn vastgesteld, overeenkomstig de wettelijke of statutaire verplichtingen, om te beraadslagen, in voorkomend geval in de voorgeschreven vormen voor de wijziging van de statuten, over de mogelijke ontbinding van de vennootschap en eventueel over andere maatregelen die op de agenda zijn vermeld.

De Raad van Bestuur rechtvaardigt die voorstellen, vijftien dagen vóór de Algemene Vergadering, in een bijzonder verslag dat op de zetel van de vennootschap ter beschikking van de aandeelhouders wordt gesteld. Als de Raad van Bestuur de voortzetting van de activiteiten voorstelt, moet hij in zijn verslag de maatregelen uiteenzetten die bestemd zijn om de financiële toestand van de vennootschap te herstellen. Dit verslag is op de agenda vermeld. Een afschrift daarvan wordt samen met de oproeping opgestuurd naar de aandeelhouders.

§ 2. Dezelfde regels worden waargenomen indien, als gevolg van verliezen, het netto-actief verminderd wordt tot een bedrag dat lager is dan één vierde van het maatschappelijk kapitaal maar in dit geval mag de ontbinding alleen plaatsvinden voor zover die goedgekeurd wordt door het vierde van de door de Vergadering uitgegeven stemmen.

§ 3. Indien, als gevolg van een verlies, het netto-actief lager is dan het minimumkapitaal vereist door de wet voor elke naamloze vennootschap, mag elke belanghebbende de ontbinding van de vennootschap aanvragen bij de rechtbank.

Artikel 35 : Vereffening

In geval van ontbinding, om welke reden ook en op welk ogenblik ook, wijst de Algemene Vergadering vereffenaars aan en stelt hun bevoegdheden en emolumenten vast, alsook de wijze van vereffening overeenkomstig de artikelen 179 en volgende van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Artikel 36 : Verdeling van het vereffeningssaldo

Na de betaling van alle schulden en lasten van de vennootschap of na een voor die vereffening uitgevoerde consignatie, wordt het saldo eerst gebruikt om het verschuldigd gebleven bedrag van de toegestane voorschotten terug te betalen aan het Waalse Gewest.

Daarna worden de aandelen terugbetaald ten belope van het bedrag van hun storting.

Het overschot wordt in gelijke gedeelten onder alle aandelen van het kapitaal verdeeld.

Artikel 37 : Bekendmaking

Alle akten, facturen, aankondigingen, bekendmakingen, brieven, bestellingsnota's en andere documenten die van de vennootschap uitgaan, moeten het volgende vermelden :

- 1° de firmanaam;
- 2° de vermelding « naamloze vennootschap » of de beginletters « N.V. »; die moeten leesbaar zijn en onmiddellijk aan de firmanaam voorafgaan of daarop volgen;
- 3° de nauwkeurige aanduiding van de zetel van de vennootschap;
- 4° de woorden « handelsregister » of de beginletters « HR » samen met de aanduiding van de zetel van de Handelsrechtbank van het ambtsgebied waar de zetel van de vennootschap gevestigd is, gevolgd door het registratienummer;
- 5° het registratienummer toegekend voor de toepassing van de belasting op de toegevoegde waarde (B.T.W.) als de vennootschap daaraan onderworpen is.

TITEL VII. — Algemene bepalingen**Artikel 38 : Gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen**

De bepalingen van de gecoördineerde wetten op de naamloze vennootschappen waarvan niet uitdrukkelijk afgeweken wordt door bovenstaande artikelen, worden geacht in voorliggende statuten ingeschreven te zijn.

Artikel 39 : Keuze van een woonplaats

Elke aandeelhouder, bestuurder, commissaris of Afgevaardigd Bestuurder die zijn woonplaats niet in België heeft, moet er één kiezen in het arrondissement waar de zetel van de vennootschap gevestigd is, voor de duur van zijn ambt en wat betreft de uitvoering van voorliggende statuten.

Bij gebrek aan keuze van een woonplaats, die behoorlijk aan de vennootschap betekend is, wordt die geacht van rechtswege op de zetel van die vennootschap gevestigd te zijn.

Artikel 40 : Kosten

De verschijnende partijen verklaren dat de aanloopkosten die wegens haar oprichting ten laste van de vennootschap zijn, ongeveer zestigduizend frank (60.000 BEF) bedragen.

Artikel 41 : Geschillen - Bevoegdheid

Voor alle geschillen tussen de vennootschap, haar aandeelhouders, obligatiehouders, bestuurders, commissaris(-sen) en vereffenaar die betrekking hebben op de zaken van eerstgenoemde en op de uitvoering van voorliggende statuten, krijgen de Rechtbanken van de zetel van die vennootschap exclusieve bevoegdheid, tenzij de vennootschap daar uitdrukkelijk afstand van doet.